

RAPPORT DE GESTION

Le présent rapport de gestion présente de l'information importante au sujet de nos activités et de notre performance pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2017 ainsi que de l'information prospective au sujet de périodes futures. Le présent rapport de gestion doit être lu en parallèle avec nos états financiers consolidés résumés intermédiaires pour le troisième trimestre de 2017 et les notes y afférentes, préparés conformément à l'International Accounting Standard 34, *Information financière intermédiaire*, publiée par l'International Accounting Standards Board (« IASB »), avec notre rapport de gestion annuel de 2016, nos états financiers consolidés audités de 2016 et les notes y afférentes, qui ont été dressés conformément aux Normes internationales d'information financière (*International Financial Reporting Standards* ou les « IFRS ») publiées par l'IASB, ainsi qu'avec les autres documents récents, dont notre notice annuelle, déposés auprès des autorités en valeurs mobilières canadiennes et américaines et publiés sur SEDAR, à sedar.com ou sur EDGAR, à sec.gov, respectivement. Nous attirons l'attention du lecteur sur notre rapport de gestion annuel de 2016, dans lequel nous avons mentionné que certains chiffres correspondants des périodes précédentes avaient été retraités de manière rétrospective par suite de la décision du comité d'interprétation des IFRS relative à la norme IAS 12, *Impôts sur le résultat*.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur Rogers, notamment sur son offre de produits et services, son marché concurrentiel et les tendances du secteur, sur sa stratégie fondamentale, ses principaux moteurs de la performance et ses objectifs, il y a lieu de se reporter aux rubriques « Comprendre nos activités », « Notre stratégie, principaux moteurs de la performance et faits saillants stratégiques » et « Capacité à produire des résultats » de notre rapport de gestion annuel de 2016.

Dans le présent rapport de gestion, tous les montants présentés en dollars sont en dollars canadiens, sauf indication contraire. Toutes les variations en pourcentage sont calculées en fonction de nombres arrondis, tels qu'ils sont présentés dans les tableaux. Le présent rapport de gestion est daté du 18 octobre 2017 et a été approuvé à cette date par le comité d'audit et de risque de notre conseil d'administration (le « conseil »). Le présent rapport de gestion contient des énoncés prospectifs et des hypothèses. Il y a lieu de se reporter à la rubrique intitulée « À propos des énoncés prospectifs » pour obtenir de plus amples renseignements.

Les termes « nous », « notre », « nos », « Rogers », « Rogers Communications » et « la Société » désignent Rogers Communications Inc. et ses filiales. Le terme « RCI » s'entend de l'entité juridique Rogers Communications Inc., à l'exclusion de ses filiales. Rogers détient également des participations dans divers placements et entreprises.

La Société est inscrite à la cote de la Bourse de Toronto (TSX : RCI.A et RCI.B) et de la New York Stock Exchange (NYSE : RCI).

Dans le présent rapport de gestion, les expressions « trimestre », « trimestre considéré », « trimestre à l'étude » et « troisième trimestre » s'entendent de la période de trois mois close le 30 septembre 2017, l'expression « premier trimestre » désigne la période de trois mois close le 31 mars 2017, l'expression « deuxième trimestre » désigne la période de trois mois close le 30 juin 2017 et les expressions « période de neuf mois », « période de neuf mois considérée » et « période de neuf mois à l'étude » s'entendent de la période de neuf mois close le 30 septembre 2017, à moins que le contexte ne le précise autrement. Sauf indication contraire, tous les commentaires concernant les résultats comparatifs ont trait aux périodes correspondantes de 2016 ou au 31 décembre 2016, selon le cas.

Secteurs à présenter

Nous présentons nos résultats selon quatre secteurs. Le tableau suivant présente ces secteurs ainsi que la nature de leurs activités :

Secteur	Principales activités
Sans-fil	Activités de télécommunications sans fil destinées aux entreprises et aux consommateurs canadiens.
Cable	Activités de télécommunications par câble, y compris les services d'accès Internet, de télévision et de téléphonie pour les entreprises et les consommateurs canadiens.
Solutions d'Affaires	Connectivité réseau au moyen de nos actifs liés au réseau de fibre optique et au centre de données afin de prendre en charge un éventail de services de transmission de la voix et des données, de réseau, d'hébergement et d'infonuagique pour les marchés des entreprises, des entités du secteur public et des fournisseurs de services de télécommunications de gros.
Media	Portefeuille diversifié de propriétés de médias qui comprend des services de médias sportifs et de divertissement, des activités de télédiffusion, de radiodiffusion, de chaînes spécialisées, d'achat multiplateforme, de médias numériques et d'édition.

Les secteurs Sans-fil, Cable et Solutions d'Affaires sont exploités par notre filiale en propriété exclusive, Rogers Communications Canada Inc. (« RCCI ») et certaines de nos autres filiales en propriété exclusive. Le secteur Media est exploité par notre filiale en propriété exclusive Rogers Media Inc. et ses filiales.

Tables des matières

Faits saillants stratégiques	3	Gestion des risques financiers	26
Sommaire des résultats financiers consolidés	4	Engagements et obligations contractuelles	30
Principales variations des résultats financiers par rapport à 2016	5	Évolution de la réglementation	30
Prévisions financières	7	Mise à jour sur les risques et les incertitudes	32
Résultats de nos secteurs à présenter	8	Estimations et méthodes comptables critiques	33
Revue de la performance consolidée	16	Indicateurs clés de performance	35
Gestion de nos liquidités et de nos ressources financières	20	Mesures non conformes aux PCGR	36
Aperçu de la situation financière	24	Information complémentaire	39
Situation financière	25	À propos des énoncés prospectifs	41

Faits saillants stratégiques

Notre priorité demeure la croissance de nos principales activités, qui selon nous peuvent dégager la plus grande valeur. Nous misons sur une responsabilité plus grande de bout en bout à l'égard de l'expérience client et les paramètres fondamentaux que nous estimons être les principaux moteurs de valeur pour les actionnaires : croissance des produits, du résultat d'exploitation ajusté, des marges, des flux de trésorerie disponibles et du rendement.

Les priorités ci-dessous guident nos actions et les décisions que nous prenons lorsque nous poursuivons l'amélioration de nos activités opérationnelles et investissons de manière disciplinée pour accroître la valeur pour les actionnaires :

Créer la meilleure expérience client en mettant les clients au premier plan en toutes circonstances

- Écouter attentivement ce que nous disent nos clients et notre personnel de première ligne
- Songer continuellement à nos expériences de service à la clientèle de bout en bout et innover à chaque interaction
- Faire l'effort de rendre les choses claires, simples et équitables pour nos clients et intégrer cette manière de faire à nos produits et services
- Mettre au point des fonctionnalités numériques permettant à nos clients de vivre une expérience fiable et constante d'un canal à l'autre

Investir dans nos réseaux et la technologie pour offrir une performance et une fiabilité inégalées

- Réaffirmer notre conviction quant au fait que les réseaux sont l'âme de nos activités et qu'une performance de tout premier ordre est déterminante pour notre avenir
- Offrir un service de réseau très performant et sans souci à nos clients

Offrir des solutions innovantes et un contenu attrayant que nos clients aimeront

- Tirer parti sans relâche des technologies éprouvées et des innovations exceptionnelles du monde entier
- Investir dans le contenu que nos publics recherchent, le faire nôtre et le leur proposer sur le média de leur choix
- Prioriser les solutions, non pas les produits

Favoriser la croissance durable sur tous les marchés où nous offrons nos produits et services

- Cibler les principaux moteurs de croissance dans les secteurs du sans-fil, du câble, des entreprises et des médias
- Acquérir de solides capacités de gestion des coûts afin de soutenir les investissements qui stimuleront notre avenir

Former notre personnel et créer une culture de rendement supérieur

- Investir dans l'acquisition de compétences ainsi que dans le cheminement de carrière de notre personnel pour contribuer à sa réussite
- Faire de Rogers un employeur de premier plan qui se démarque par sa capacité à attirer et à retenir les meilleurs talents
- Créer un milieu de travail qui soit ouvert, basé sur la confiance et diversifié ainsi qu'axé sur la responsabilité et la performance

Occuper une place de premier plan en matière de responsabilité sociale dans nos collectivités du Canada

- Être un chef de file estimé et respecté dans toutes les régions du pays
- Mobiliser nos solides équipes locales pour que leurs membres deviennent des bénévoles actifs et engagés dans leur collectivité

Sommaire des résultats financiers consolidés

(en millions de dollars, sauf les marges et les montants par action)	Trimestres clos les 30 septembre			Périodes de neuf mois closes les 30 septembre		
	2017	2016	Variation en %	2017	2016	Variation en %
Produits						
Sans-fil	2 138	2 037	5	6 154	5 858	5
Cable	870	865	1	2 595	2 591	—
Solutions d'Affaires	97	95	2	288	288	—
Media	516	533	(3)	1 627	1 596	2
Éléments relevant du siège social et éliminations intersociétés	(40)	(38)	5	(153)	(141)	9
Produits	3 581	3 492	3	10 511	10 192	3
Total des produits tirés des services ¹	3 450	3 328	4	10 130	9 721	4
Résultat d'exploitation ajusté						
Sans-fil	964	884	9	2 701	2 493	8
Cable	440	431	2	1 260	1 239	2
Solutions d'Affaires	33	31	6	96	93	3
Media	65	79	(18)	100	120	(17)
Éléments relevant du siège social et éliminations intersociétés	(39)	(40)	(3)	(118)	(112)	5
Résultat d'exploitation ajusté ²	1 463	1 385	6	4 039	3 833	5
Marge bénéficiaire opérationnelle ajustée ²	40,9 %	39,7 %	1,2 pt	38,4 %	37,6 %	0,8 pt
Bénéfice net	467	220	112	1 292	844	53
Bénéfice de base par action	0,91 \$	0,43 \$	112	2,51 \$	1,64 \$	53
Bénéfice dilué par action	0,91 \$	0,43 \$	112	2,50 \$	1,63 \$	53
Résultat net ajusté ²	523	427	22	1 366	1 099	24
Résultat par action de base ajusté ²	1,02 \$	0,83 \$	23	2,65 \$	2,13 \$	24
Résultat par action dilué ajusté ²	1,01 \$	0,83 \$	22	2,64 \$	2,13 \$	24
Entrées d'immobilisations corporelles, montant net	658	549	20	1 595	1 748	(9)
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles	1 377	1 185	16	2 796	2 904	(4)
Flux de trésorerie disponibles ²	538	598	(10)	1 502	1 313	14

¹ Selon la définition fournie. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Indicateurs clés de performance ».

² Le résultat d'exploitation ajusté, la marge bénéficiaire opérationnelle ajustée, le résultat net ajusté, le résultat par action de base ajusté, le résultat par action dilué ajusté et les flux de trésorerie disponibles sont des mesures non conformes aux PCGR et ne devraient pas être considérés comme des substituts ou des solutions de recharge aux mesures conformes aux PCGR. Ces mesures ne sont pas définies en vertu des IFRS et n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de ces mesures et sur la façon dont nous les calculons.

Principales variations des résultats financiers par rapport à 2016

Produits

Les produits tirés des services de Sans-fil ont augmenté de 7 % pour le trimestre et la période de neuf mois considérés. Cette augmentation est attribuable à la croissance du nombre d'abonnés et à l'adoption accrue de forfaits à tarifs plus élevés parmi nos diverses marques, dont l'adoption continue des forfaits *Partagez tout* de Rogers, qui dégagent des PMPC des services facturés supérieurs.

Les produits de Cable ont augmenté de 1 % pour le trimestre et de manière négligeable pour la période de neuf mois à l'étude, car l'accroissement du nombre d'abonnés aux services d'accès Internet et la migration des clients des services d'accès Internet vers des services offrant des vitesses et des capacités supérieures ont été annulés en partie par des pertes d'abonnés aux services de télévision par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Exclusion faite de l'incidence de la décision du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) de réduire les tarifs pour les services d'accès, les produits de Cable auraient augmenté de 2 % pour le trimestre et de 1 % pour la période de neuf mois à l'étude, et les produits tirés des services d'accès Internet auraient affiché une progression de 9 % et de 10 %, respectivement, pour les mêmes périodes.

Les produits de Solutions d'Affaires ont augmenté de 2 % pour le trimestre considéré, car la croissance des services de prochaine génération sur réseaux possédés, y compris les activités de nos centres de données, a été annulée en partie par la poursuite du recul prévu des produits tirés des services traditionnels hors réseau à marge inférieure. Pour la période de neuf mois considérée, les produits de Solutions d'Affaires sont demeurés stables, la hausse des produits tirés des services de prochaine génération ayant été contrebalancée par le déclin des produits tirés des services traditionnels.

Les produits de Media ont diminué de 3 % pour le trimestre à l'étude, principalement en raison de la Coupe du monde de hockey en 2016 et de la diminution des produits tirés de la diffusion des produits imprimés et de la publicité qu'ils contiennent, imputable au repositionnement stratégique vers les médias numériques annoncé l'année dernière. Ces facteurs ont été atténués par les ventes plus élevées de Today's Shopping Choice (TSC) et l'accroissement des produits tirés de la publicité conventionnelle télédiffusée. Pour la période de neuf mois considérée, les produits de Media ont monté de 2 %, principalement en raison de la croissance constante des produits tirés des événements sportifs, dont une distribution versée par la ligue majeure de baseball aux Blue Jays de Toronto.

Résultat d'exploitation ajusté

Le résultat d'exploitation ajusté de Sans-fil a augmenté de 9 % pour le trimestre et de 8 % pour la période de neuf mois à l'étude sous l'effet des solides retombées de la hausse des produits tirés des services décrite ci-dessus, notamment diverses réductions de coûts.

Le résultat d'exploitation ajusté de Cable a augmenté de 2 % pour le trimestre et la période de neuf mois considérés sous l'effet de l'évolution constante de la composition des produits vers des services d'accès Internet à marge supérieure et de diverses réductions de coûts, facteurs en partie annulés par le recul des produits tirés des services de télévision et de téléphonie. Exclusion faite de l'incidence de la décision du CRTC de réduire les tarifs pour les services d'accès, le résultat d'exploitation ajusté aurait augmenté de 5 % pour le trimestre et de 4 % pour la période de neuf mois à l'étude.

Le résultat d'exploitation ajusté de Solutions d'Affaires a augmenté de 6 % pour le trimestre à l'étude par suite de la croissance des produits décrite ci-dessus. Il a augmenté de 3 % pour la période de neuf mois considérée par suite de la baisse des charges opérationnelles.

Le résultat d'exploitation ajusté de Media a diminué de 18 % pour le trimestre et de 17 % pour la période de neuf mois considérés à cause surtout des hausses salariales des joueurs des Blue Jays de Toronto (y compris l'incidence du change) et de la baisse des produits tirés des activités liées à l'édition imputable au repositionnement stratégique vers les médias numériques annoncé à la fin de l'année dernière.

Bénéfice net et résultat net ajusté

Le bénéfice net a progressé de 112 % pour le trimestre et de 53 % pour la période de neuf mois à l'étude en raison surtout des pertes enregistrées à l'exercice précédent relativement à la liquidation de shomi et aux dessaisissements liés aux placements ainsi que de la hausse du résultat d'exploitation ajusté et de la baisse des amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles pour le trimestre à l'étude, facteurs atténus par la hausse de la charge d'impôt sur le résultat. La progression pour la période de neuf mois considérée s'explique également par l'incidence du profit sur la sortie de certains actifs immobiliers enregistré au cours de l'exercice.

Quant au résultat net ajusté, il a augmenté de 22 % pour le trimestre et de 24 % pour la période de neuf mois à l'étude grâce à la progression du résultat d'exploitation ajusté et à la baisse des amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles.

Prévisions financières

Nous révisons à la hausse les fourchettes prévisionnelles consolidées de l'exercice 2017 complet en ce qui a trait au résultat d'exploitation ajusté et au montant net des entrées d'immobilisations corporelles par rapport à celles présentées le 26 janvier 2017. Les nouvelles fourchettes prévisionnelles sont exposées dans le tableau ci-dessous. La révision à la hausse de nos prévisions reflète essentiellement la forte croissance du secteur Sans-fil depuis le début de l'exercice et notre intention de réinvestir les profits supplémentaires de manière à améliorer la qualité de nos réseaux. Nous n'apportons aucune modification aux fourchettes prévisionnelles relatives aux flux de trésorerie disponibles et aux produits. Les informations sur nos objectifs, notamment les diverses hypothèses qui les sous-tendent, sont prospectives et devraient être lues de concert avec la rubrique « À propos des énoncés prospectifs » figurant dans le présent rapport de gestion et le rapport de gestion annuel de 2016, ainsi que les informations connexes concernant les hypothèses, les facteurs et les risques économiques, concurrentiels et réglementaires qui pourraient faire en sorte que nos résultats financiers et nos résultats opérationnels futurs réels diffèrent de ceux prévus à l'heure actuelle.

	Résultats réels de 2016 (en millions de dollars, sauf les pourcentages)	Fourchettes prévisionnelles initiales de 2017¹	Fourchettes prévisionnelles révisées de 2017¹
Prévisions consolidées			
Produits	13 702	Augmentation de 3 % à 5 %	Aucun changement
Résultat d'exploitation ajusté ²	5 092	Augmentation de 2 % à 4 %	Augmentation de 5 % à 6 %
Entrées d'immobilisations corporelles, montant net ³	2 352	De 2 250 à 2 350	De 2 350 à 2 450
Flux de trésorerie disponibles ²	1 705	Augmentation de 2 % à 4 %	Aucun changement

¹ Les fourchettes prévisionnelles présentées en pourcentage reflètent l'augmentation en pourcentage par rapport aux résultats réels pour l'exercice 2016 complet.

² Le résultat d'exploitation ajusté est une mesure non conforme aux PCGR et ne devrait pas être considéré comme un substitut ou une solution de recharge aux mesures conformes aux PCGR; il n'est pas défini en vertu des IFRS et n'a pas de signification normalisée et, par conséquent, sa fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de cette mesure et sur la façon dont nous la calculons.

³ Comptiennent les entrées d'immobilisations corporelles de Sans-fil, de Cable, de Solutions d'Affaires, de Media et du siège social, déduction faite du produit de la sortie, et ne tiennent pas compte des dépenses liées aux licences de spectre.

Résultats de nos secteurs à présenter

SANS-FIL

Résultats financiers de Sans-fil

(en millions de dollars, sauf les marges)	Trimestres clos les 30 septembre			Périodes de neuf mois closes les 30 septembre		
			Variation en %			Variation en %
	2017	2016		2017	2016	
Produits						
Produits tirés des services	2 011	1 878	7	5 785	5 400	7
Produits tirés du matériel	127	159	(20)	369	458	(19)
Produits	2 138	2 037	5	6 154	5 858	5
Charges opérationnelles						
Coût du matériel	483	469	3	1 385	1 363	2
Autres charges opérationnelles	691	684	1	2 068	2 002	3
Charges opérationnelles	1 174	1 153	2	3 453	3 365	3
Résultat d'exploitation ajusté	964	884	9	2 701	2 493	8
Marge bénéficiaire opérationnelle ajustée exprimée en pourcentage des produits tirés des services	47,9 %	47,1 %	0,8 pt	46,7 %	46,2 %	0,5 pt
Entrées d'immobilisations corporelles	219	161	36	537	549	(2)

Résultats d'abonnements de Sans-fil¹

(en milliers, sauf les taux d'attrition, les PMPC des services facturés et les PMPA mixtes)	Trimestres clos les 30 septembre			Périodes de neuf mois closes les 30 septembre		
			Variation			Variation
	2017	2016		2017	2016	
Services facturés						
Ajouts bruts d'abonnés	434	432	2	1 143	1 085	58
Ajouts nets d'abonnés	129	114	15	282	193	89
Total des abonnés aux services facturés ²	8 839	8 464	375	8 839	8 464	375
Attrition (mensuelle)	1,16 %	1,26 %	(0,10) pt	1,11 %	1,19 %	(0,08) pt
PMPC (mensuels)	128,54 \$	121,39 \$	7,15 \$	124,13 \$	116,52 \$	7,61 \$
Services prépayés						
Ajouts bruts d'abonnés	254	238	16	617	589	28
Ajouts nets d'abonnés	97	67	30	69	73	(4)
Total des abonnés aux services prépayés ²	1 786	1 679	107	1 786	1 679	107
Attrition (mensuelle)	3,04 %	3,49 %	(0,45) pt	3,58 %	3,57 %	0,01 pt
PMPA mixtes (mensuels)	63,78 \$	62,30 \$	1,48 \$	61,94 \$	60,32 \$	1,62 \$

¹ Le nombre d'abonnés, le taux d'attrition, les PMPC des services facturés et les PMPA mixtes sont des indicateurs clés de performance. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Indicateurs clés de performance ».

² À la clôture de la période.

Produits tirés des services

L'augmentation de 7 % des produits tirés des services pour le trimestre et la période de neuf mois considérés découle des facteurs suivants :

- un nombre d'abonnés accru aux services facturés et aux services prépayés;
- les PMPA mixtes supérieurs par suite de l'adoption accrue de forfaits à tarifs plus élevés parmi nos diverses marques, dont les forfaits économiques *Partagez tout* de Rogers, et de l'utilisation accrue des données. Nos forfaits à tarifs plus élevés génèrent normalement des PMPA plus élevés et offrent aux abonnés la possibilité de combiner l'utilisation et la gestion de leurs données sur plusieurs appareils. Ils donnent également accès à certains de nos autres produits et services tels que *Partout chez vous*, Fido Nomade, LIVE de la LNH par Rogers, Moments Extras de Fido et Spotify.

L'augmentation de 6 % pour le trimestre et de 7 % pour la période de neuf mois à l'étude des PMPC des services facturés s'explique essentiellement par l'ajout croissant de nouveaux services aux comptes existants des abonnés, y compris l'adoption soutenue des forfaits *Partagez tout* de Rogers. Les abonnés à ces forfaits ont profité de plus en plus des offres à tarification additionnelle et de leurs forfaits à partager et y accèdent à partir de plusieurs appareils qui sont tous rattachés au même compte. De plus, l'accroissement du nombre de comptes de services facturés pour le trimestre et la période de neuf mois considérés a contribué à l'augmentation des PMPC des services facturés.

Les PMPA mixtes ont augmenté de 2 % pour le trimestre et de 3 % pour la période de neuf mois considérés en raison de l'accroissement des produits tirés des services mentionné plus haut.

À notre avis, l'accroissement des ajouts nets d'abonnés aux services facturés et la baisse du taux d'attrition des services facturés pour le trimestre et la période de neuf mois à l'étude découlent de notre stratégie visant la bonification de l'expérience client grâce à des offres à valeur accrue comme les forfaits *Partagez tout*, au perfectionnement de notre service à la clientèle et à l'amélioration constante de la qualité de notre réseau.

Produits tirés du matériel

La baisse de 20 % des produits tirés du matériel pour le trimestre et de 19 % pour la période de neuf mois considérés découle des éléments suivants :

- l'augmentation de l'investissement moyen consenti à l'égard des clients générateurs de PMPA mixtes plus élevés qui ont acheté leur appareil et conclu un contrat à terme;
- une diminution de 2 % des rehaussements d'appareils par les abonnés existants pour le trimestre et de 7 % pour la période de neuf mois à l'étude;
- facteurs contrebalancés en partie par les ajouts bruts d'abonnés aux services facturés plus élevés.

Charges opérationnelles

Coût du matériel

La hausse de 3 % du coût du matériel pour le trimestre et de 2 % pour la période de neuf mois considérés découle essentiellement de ce qui suit :

- une migration constante des ventes d'appareils vers des téléphones intelligents à coût plus élevé, car nous continuons d'investir dans les clients générant des PMPA mixtes supérieurs;
- l'accroissement des ajouts bruts d'abonnés aux services facturés;
- facteurs atténus par la diminution du nombre de rehaussements d'appareils par les abonnés existants mentionnée ci-dessus.

Autres charges opérationnelles

Les autres charges opérationnelles ont augmenté de 1 % pour le trimestre et de 3 % pour la période de neuf mois à l'étude en raison des facteurs suivants :

- la hausse du coût des services par suite de l'accroissement du nombre d'abonnés;
- l'augmentation des commissions attribuable à la hausse des ajouts bruts d'abonnés aux services facturés;
- facteurs atténus par les diverses mesures de réduction des coûts et d'amélioration de la productivité.

Résultat d'exploitation ajusté

La hausse de 9 % du résultat d'exploitation ajusté pour le trimestre et de 8 % pour la période de neuf mois considérés s'explique par les solides retombées de la hausse des produits tirés des services décrite ci-dessus.

CABLE

Résultats financiers de Cable

(en millions de dollars, sauf les marges)	Trimestres clos les 30 septembre			Périodes de neuf mois closes les 30 septembre		
	2017	2016	Variation en %	2017	2016	Variation en %
Produits						
Services d'accès Internet	404	381	6	1 193	1 117	7
Services de télévision	377	387	(3)	1 129	1 176	(4)
Services de téléphonie	88	95	(7)	269	293	(8)
Produits tirés des services	869	863	1	2 591	2 586	–
Produits tirés du matériel	1	2	(50)	4	5	(20)
Produits	870	865	1	2 595	2 591	–
Charges opérationnelles						
Coût du matériel	1	–	n. s.	2	2	–
Autres charges opérationnelles	429	434	(1)	1 333	1 350	(1)
Charges opérationnelles	430	434	(1)	1 335	1 352	(1)
Résultat d'exploitation ajusté	440	431	2	1 260	1 239	2
Marge bénéficiaire opérationnelle ajustée	50,6 %	49,8 %	0,8 pt	48,6 %	47,8 %	0,8 pt
Entrées d'immobilisations corporelles	316	255	24	793	801	(1)

n. s. : non significatif

Résultats d'abonnements de Cable¹

(en milliers)	Trimestres clos les 30 septembre			Périodes de neuf mois closes les 30 septembre		
	2017	2016	Variation	2017	2016	Variation
Services d'accès Internet						
Ajouts nets d'abonnés	27	39	(12)	68	67	1
Nombre total d'abonnés aux services d'accès Internet ²	2 213	2 115	98	2 213	2 115	98
Services de télévision						
Réductions nettes d'abonnés	(18)	(14)	(4)	(67)	(63)	(4)
Nombre total d'abonnés aux services de télévision ²	1 753	1 833	(80)	1 753	1 833	(80)
Services de téléphonie						
Ajouts nets d'abonnés	1	5	(4)	5	–	5
Nombre total d'abonnés aux services de téléphonie ²	1 099	1 090	9	1 099	1 090	9
Foyers branchés ²	4 288	4 227	61	4 288	4 227	61
Nombre total d'abonnés ³						
Ajouts nets d'abonnés	10	30	(20)	6	4	2
Nombre total d'abonnés ²	5 065	5 038	27	5 065	5 038	27

¹ Le nombre d'abonnés est un indicateur clé de performance. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Indicateurs clés de performance ».

² À la clôture de la période.

³ Comprend les abonnés aux services d'accès Internet, de télévision et de téléphonie.

Produits

Si les produits ont augmenté de 1 % pour le trimestre et de manière négligeable pour la période de neuf mois à l'étude, c'est principalement par suite de ce qui suit :

- la hausse du nombre d'abonnés aux services d'accès Internet;
- facteur contrebalancé en partie par l'incidence des changements apportés à la tarification des services;
- les réductions d'abonnés aux services de télévision par rapport à l'exercice précédent;
- la baisse des produits de gros après une décision du CRTC qui a eu pour effet de réduire les tarifs des services d'accès.

Exclusion faite de l'incidence de la décision du CRTC, les produits de Cable auraient augmenté de 2 % pour le trimestre et de 1 % pour la période de neuf mois à l'étude.

Produits tirés des services d'accès Internet

L'augmentation de 6 % des produits tirés des services d'accès Internet pour le trimestre et de 7 % pour la période de neuf mois à l'étude est attribuable à ce qui suit :

- un nombre accru d'abonnés aux services d'accès Internet;
- une migration générale des clients vers des services offrant des vitesses et des capacités supérieures, comme les services d'accès Internet Élan;
- l'incidence des changements apportés à la tarification des services;
- facteurs partiellement contrebalancés par l'élargissement de l'offre de prix promotionnels aux abonnés;
- la baisse des produits tirés des services de gros découlant de la décision du CRTC de réduire les tarifs provisoires pour les services d'accès. Exclusion faite de cette incidence, les produits tirés des services d'accès Internet auraient augmenté de 9 % pour le trimestre et de 10 % pour la période de neuf mois à l'étude.

Produits tirés des services de télévision

Le recul de 3 % des produits tirés des services de télévision pour le trimestre et de 4 % pour la période de neuf mois à l'étude s'explique par les facteurs suivants :

- la diminution du nombre d'abonnés aux services de télévision par rapport à l'exercice précédent;
- facteur en partie compensé par les changements apportés à la tarification des services de télévision, déduction faite des escomptes.

Produits tirés des services de téléphonie

Les produits tirés des services de téléphonie ont reculé de 7 % pour le trimestre et de 8 % pour la période de neuf mois à l'étude en raison de l'incidence des forfaits à tarifs réduits.

Charges opérationnelles

Les charges opérationnelles ont diminué de 1 % pour le trimestre et la période de neuf mois considérés en raison des facteurs suivants :

- l'évolution de la composition des produits vers des services d'accès Internet à marge supérieure au détriment de la télédiffusion conventionnelle;
- diverses mesures de réduction des coûts et d'amélioration de la productivité.

Résultat d'exploitation ajusté

L'augmentation de 2 % du résultat d'exploitation ajusté pour le trimestre et la période de neuf mois considérés s'explique par les variations des produits et des charges susmentionnées. Si l'on exclut l'incidence de la décision du CRTC de réduire les tarifs pour les services d'accès, le résultat d'exploitation ajusté du trimestre considéré aurait augmenté de 5 % et celui de la période de neuf mois à l'étude, de 4 %.

SOLUTIONS D'AFFAIRES

Résultats financiers de Solutions d'Affaires

(en millions de dollars, sauf les marges)	Trimestres clos les 30 septembre			Périodes de neuf mois closes les 30 septembre		
	2017	2016	Variation en %	2017	2016	Variation en %
Produits						
Activités de prochaine génération	81	77	5	238	230	3
Activités traditionnelles	14	17	(18)	44	54	(19)
Produits tirés des services	95	94	1	282	284	(1)
Produits tirés du matériel	2	1	100	6	4	50
Produits	97	95	2	288	288	–
Charges opérationnelles	64	64	–	192	195	(2)
Résultat d'exploitation ajusté	33	31	6	96	93	3
Marge bénéficiaire opérationnelle ajustée	34,0 %	32,6 %	1,4 pt	33,3 %	32,3 %	1,0 pt
Entrées d'immobilisations corporelles	31	33	(6)	91	109	(17)

Produits

Les produits tirés des services ont augmenté de 1 % pour le trimestre en raison de l'augmentation des produits tirés des services IP de prochaine génération à marge supérieure à partir des réseaux possédés ou proches, contrebalancée en partie par le déclin persistant de nos services traditionnels et hors réseau de transmission de la voix.

Les produits tirés des services ont augmenté de 1 % pour la période de neuf mois à l'étude par suite d'un recul relatif plus important des produits tirés des services traditionnels par rapport aux produits tirés des services de prochaine génération au cours de l'exercice.

Les produits tirés des services traditionnels devraient continuer de reculer tandis que nous concentrons nos efforts visant à inciter les clients à se tourner vers des solutions et services IP plus évolués et plus économiques. Les services de prochaine génération, qui comprennent les activités de nos centres de données, ont représenté 85 % des produits tirés des services au cours du trimestre considéré (82 % en 2016) et 84 % pour la période de neuf mois à l'étude (81 % en 2016).

Charges opérationnelles

Les charges opérationnelles sont demeurées stables pour le trimestre et ont diminué de 2 % pour la période de neuf mois considérés en raison des facteurs suivants :

- la baisse des coûts liés aux services par suite du déclin persistant de nos services traditionnels et hors réseau de transmission de la voix;
- les mesures de réduction des coûts et d'amélioration de la productivité;
- facteurs en partie annulés par l'accroissement des coûts liés aux services IP de prochaine génération à partir des réseaux possédés ou proches.

Résultat d'exploitation ajusté

Le résultat d'exploitation ajusté a augmenté de 6 % pour le trimestre et de 3 % pour la période de neuf mois considérés en raison des variations des produits et des charges mentionnées ci-dessus.

MEDIA

Résultats financiers de Media

(en millions de dollars, sauf les marges)	Trimestres clos les 30 septembre			Périodes de neuf mois closes les 30 septembre		
	2017	2016	Variation en %	2017	2016	Variation en %
Produits	516	533	(3)	1 627	1 596	2
Charges opérationnelles	451	454	(1)	1 527	1 476	3
Résultat d'exploitation ajusté	65	79	(18)	100	120	(17)
Marge bénéficiaire opérationnelle ajustée	12,6 %	14,8 %	(2,2) pt	6,1 %	7,5 %	(1,4) pt
Entrées d'immobilisations corporelles	18	12	50	44	43	2

Produits

La baisse de 3 % des produits pour le trimestre s'explique par ce qui suit :

- le succès de la Coupe du monde de hockey l'année dernière, événement qui ne s'est pas tenu de nouveau cette année;
- la diminution des produits tirés de la diffusion des produits imprimés et de la publicité qu'ils contiennent, imputable au repositionnement stratégique vers les médias numériques annoncé l'année dernière;
- facteurs en partie annulés par les ventes de marchandises plus élevées enregistrées par TSC;
- les produits plus élevés tirés de la publicité conventionnelle télévisée.

De plus, la hausse de 2 % pour la période de neuf mois à l'étude découle de ce qui suit :

- l'augmentation des produits tirés des événements sportifs, dont une distribution versée au premier trimestre par la ligue majeure de baseball aux Blue Jays de Toronto.

Charges opérationnelles

Les charges opérationnelles ont diminué de 1 % pour le trimestre en raison de ce qui suit :

- la diminution des coûts liés à la programmation et à la production de contenu sportif, principalement en raison de la Coupe du monde de hockey qui a eu lieu l'année dernière;
- la réduction des coûts liés à l'édition par suite du repositionnement stratégique mentionné ci-dessus;
- facteurs en partie annulés par les hausses salariales des joueurs des Blue Jays de Toronto (y compris l'incidence du change);
- la hausse des coûts liés aux marchandises vendues par TSC.

L'accroissement de 3 % des charges pour la période de neuf mois considérée est aussi imputable aux hausses salariales des joueurs des Blue Jays de Toronto (y compris l'incidence du change) au cours de l'exercice.

Résultat d'exploitation ajusté

Le résultat d'exploitation ajusté a diminué de 18 % pour le trimestre et de 17 % pour la période de neuf mois à l'étude en raison de la variation des produits et des charges analysée plus haut.

ENTRÉES D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES, MONTANT NET

(en millions de dollars, sauf l'intensité du capital)	Trimestres clos les 30 septembre			Périodes de neuf mois closes les 30 septembre		
	2017	2016	Variation en %	2017	2016	Variation en %
Entrées d'immobilisations corporelles						
Sans-fil	219	161	36	537	549	(2)
Cable	316	255	24	793	801	(1)
Solutions d'Affaires	31	33	(6)	91	109	(17)
Media	18	12	50	44	43	2
Siège social	74	88	(16)	204	246	(17)
Total des entrées d'immobilisations corporelles ¹	658	549	20	1 669	1 748	(5)
Produit de la sortie d'immobilisations corporelles	—	—	n. s.	(74)	—	n. s.
Total des entrées d'immobilisations corporelles, montant net	658	549	20	1 595	1 748	(9)
Intensité du capital ²	18,4 %	15,7 %	2,7 pt	15,2 %	17,2 %	(2,0) pt

¹ Les entrées d'immobilisations corporelles n'incluent pas les dépenses liées aux licences de spectre.

² Selon la définition fournie. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Indicateurs clés de performance ».

Sans-fil

L'augmentation des entrées d'immobilisations corporelles de Sans-fil pour le trimestre s'explique par les investissements accrus consacrés à l'infrastructure du réseau en 2017 pour améliorer encore davantage la qualité de notre réseau sans fil.

La diminution des entrées d'immobilisations corporelles de Sans-fil pour la période de neuf mois à l'étude découle principalement des investissements supérieurs consacrés au réseau LTE en 2016 dans le but d'étendre la couverture et d'améliorer la capacité.

Au 30 septembre 2017, le déploiement de notre réseau LTE de 700 MHz atteignait 92 % de la population canadienne. Le réseau LTE de 700 MHz fournit un signal de qualité supérieure dans les sous-sols, les ascenseurs et les bâtiments aux murs de béton épais. Le déploiement de l'ensemble de notre réseau LTE atteignait environ 95 % de la population canadienne au 30 septembre 2017.

Cable

L'augmentation des entrées d'immobilisations corporelles enregistrée par Cable pour le trimestre considéré s'explique par les investissements accrus consacrés à l'infrastructure du réseau, en partie liés à notre plateforme vidéo IP X1 à venir, et par les ajouts accrus de matériel installé chez l'abonné en 2017.

La diminution des entrées d'immobilisations corporelles enregistrée par Cable pour la période de neuf mois considérée découle des investissements consacrés à l'expansion du service d'accès Internet Gigabit Élan à l'ensemble du territoire de desserte de Cable en 2016 et des coûts liés au développement de notre produit IPTV traditionnel en 2016.

Solutions d'Affaires

La diminution des entrées d'immobilisations corporelles du secteur Solutions d'Affaires enregistrée pour le trimestre et la période de neuf mois à l'étude s'explique par les investissements accrus consacrés à l'infrastructure du réseau en 2016.

Media

L'augmentation des entrées d'immobilisations corporelles pour le trimestre et la période de neuf mois considérés découle d'investissements accrus consacrés à notre infrastructure de diffusion et au Centre Rogers au cours de l'exercice, en partie contrebalancés par les investissements plus importants dans nos plateformes numériques effectués en 2016.

Siège social

La diminution des entrées d'immobilisations corporelles liées au siège social pour le trimestre et la période de neuf mois à l'étude s'explique par les investissements plus élevés consacrés à l'infrastructure de technologie de l'information et les améliorations apportées à nos divers bureaux en 2016.

Produit de la sortie d'immobilisations corporelles

La société a vendu certains biens immobiliers au cours du deuxième trimestre pour un produit totalisant 74 millions de dollars.

Intensité du capital

L'intensité du capital a augmenté pour le trimestre à l'étude en raison de la hausse du montant net des entrées d'immobilisations corporelles dont il a été question plus haut, en partie annulée par l'accroissement du total des produits. L'intensité du capital a diminué pour la période de neuf mois considérée en raison de la baisse du montant net des entrées d'immobilisations corporelles au cours de l'exercice.

Revue de la performance consolidée

La présente rubrique analyse notre bénéfice net consolidé et d'autres produits et charges qui n'ont pas été analysés au préalable.

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 septembre			Périodes de neuf mois closes les 30 septembre		
	2017	2016	Variation en %	2017	2016	Variation en %
Résultat d'exploitation ajusté ¹	1 463	1 385	6	4 039	3 833	5
Déduire (ajouter) :						
Rémunération fondée sur des actions	15	18	(17)	47	45	4
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	531	575	(8)	1 611	1 721	(6)
Profit sur la sortie d'immobilisations corporelles	—	—	n. s.	(49)	—	n. s.
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	59	55	7	121	126	(4)
Charges financières	183	188	(3)	562	573	(2)
Autres charges (produits)	20	220	(91)	(22)	195	n. s.
Charge d'impôt sur le résultat	188	109	72	477	329	45
Bénéfice net	467	220	112	1 292	844	53

¹ Le résultat d'exploitation ajusté est une mesure non conforme aux PCGR et ne doit pas être considéré comme un substitut ou une solution de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Cette mesure n'est pas définie en vertu des IFRS et n'a pas de signification normalisée et, par conséquent, sa fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de cette mesure et sur la façon dont nous la calculons.

Rémunération fondée sur des actions

Notre charge au titre de la rémunération fondée sur des actions, qui comprend des options sur actions (y compris des droits à l'appréciation d'actions), des unités d'actions de négociation restreinte et des unités d'actions différées, est habituellement attribuable aux éléments suivants :

- l'acquisition des droits aux options sur actions et aux unités d'actions;
- la fluctuation du cours des actions de catégorie B de RCI;
- facteurs contrebalancés par l'incidence de certains instruments de capitaux propres dérivés désignés pour couvrir une partie du risque d'appréciation de la valeur des actions à l'égard de nos programmes de rémunération fondée sur des actions. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Gestion des risques financiers » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet des dérivés liés aux capitaux propres.

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2017	2016	2017	2016
Incidence de l'acquisition des droits	16	17	48	51
Incidence des variations du cours	17	23	72	46
Dérivés liés aux capitaux propres, déduction faite des intérêts reçus	(18)	(22)	(73)	(52)
Total de la rémunération fondée sur des actions	15	18	47	45

Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 septembre			Périodes de neuf mois closes les 30 septembre		
	2017	2016	Variation en %	2017	2016	Variation en %
Amortissement des immobilisations corporelles	516	550	(6)	1 569	1 645	(5)
Amortissement des immobilisations incorporelles	15	25	(40)	42	76	(45)
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles, montant total	531	575	(8)	1 611	1 721	(6)

Le montant total des amortissements a diminué pour le trimestre et la période de neuf mois considérés, principalement du fait que certaines immobilisations sont maintenant entièrement amorties.

Profit sur la sortie d'immobilisations corporelles

Pour la période de neuf mois considérée, nous avons comptabilisé un profit de 49 millions de dollars sur la sortie d'immobilisations corporelles se rapportant à certains biens immobiliers.

Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges

Pour le trimestre et la période de neuf mois considérés, nous avons engagé des frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges de 59 millions de dollars et de 121 millions de dollars, respectivement (55 millions de dollars et 126 millions de dollars, respectivement, en 2016). Les frais du trimestre et de la période de neuf mois à l'étude correspondaient essentiellement à des indemnités de départ versées dans le cadre de la restructuration ciblée de nos effectifs et aux frais de résiliation de certains contrats. En 2016, ces coûts se rapportaient principalement aux indemnités de départ susmentionnées ainsi qu'à la liquidation de certaines entreprises et aux changements qui y ont été apportés.

Charges financières

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 septembre			Périodes de neuf mois closes les 30 septembre		
	2017	2016	Variation en %	2017	2016	Variation en %
Intérêts sur les emprunts ¹	185	185	–	556	573	(3)
Intérêts sur les passifs au titre des avantages postérieurs à l'emploi	3	2	50	9	7	29
(Profit) perte de change	(66)	28	n. s.	(115)	(19)	n. s.
Variation de la juste valeur des dérivés	61	(24)	n. s.	109	18	n. s.
Intérêts inscrits à l'actif	(5)	(6)	(17)	(13)	(15)	(13)
Autres	5	3	67	16	9	78
Total des charges financières	183	188	(3)	562	573	(2)

¹ Les intérêts sur les emprunts comprennent les intérêts sur les emprunts à court terme et sur la dette à long terme.

Intérêts sur les emprunts

Les intérêts sur les emprunts ont été stables pour le trimestre. Pour la période de neuf mois considérée, ils ont baissé en raison de la faible diminution du coût moyen pondéré du financement découlant du solde moyen inférieur de la dette. Il y a lieu de se reporter aux rubriques « Gestion de nos liquidités et de nos ressources financières » et « Situation financière » pour en savoir davantage sur notre dette et sur les charges financières connexes.

Autres charges (produits)

Les autres charges (produits) du troisième trimestre de 2016 comprenaient une perte de 140 millions de dollars liée à la réduction de valeur de notre placement dans shomi et une perte nette de 50 millions de dollars sur les dessaisissements liés aux placements. Par ailleurs, le même poste pour les neuf premiers mois de 2016 incluait un profit de 39 millions de dollars sur la vente d'un placement.

Impôt sur le résultat

(en millions de dollars, sauf les taux d'impôt)	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2017	2016	2017	2016
Taux d'impôt prévu par la loi	26,7 %	26,6 %	26,7 %	26,6 %
Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat	655	329	1 769	1 173
Charge d'impôt sur le résultat calculée	175	87	472	312
Augmentation (diminution) de la charge d'impôt découlant de ce qui suit :				
Rémunération fondée sur des actions non déductible	2	4	9	7
Partie non déductible (non imposable) des pertes (profits) au titre des placements comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence	5	19	(2)	16
Perte non déductible sur les placements disponibles à la vente	2	–	7	–
Ajustement d'impôt sur le résultat, modification des lois fiscales	–	–	–	3
Tranche non imposable du gain en capital	–	(2)	(10)	(7)
Autres éléments	4	1	1	(2)
Total de la charge d'impôt sur le résultat	188	109	477	329
Taux d'impôt effectif	28,7 %	33,1 %	27,0 %	28,0 %
Impôt sur le résultat en trésorerie payé	87	59	399	214

Les taux d'impôt effectifs du trimestre et de la période de neuf mois considérés ont été supérieurs au taux d'impôt prévu par la loi essentiellement en raison de la rémunération fondée sur des actions non déductible et des pertes non déductibles comptabilisées sur certains de nos placements. L'augmentation du taux d'impôt effectif de la période de neuf mois considérée a été annulée en partie par la tranche non imposable du gain en capital réalisé sur la vente de certains biens immobiliers.

L'impôt sur le résultat en trésorerie payé au cours du trimestre et de la période de neuf mois considérés a été plus élevé surtout en raison de l'incidence que l'acquisition de Mobilicity en 2015 avait eue sur la réduction des acomptes provisionnels de 2016.

Bénéfice net

(en millions de dollars, sauf les montants par action)	Trimestres clos les 30 septembre			Périodes de neuf mois closes les 30 septembre		
	2017	2016	Variation en %	2017	2016	Variation en %
Bénéfice net	467	220	112	1 292	844	53
Bénéfice de base par action	0,91 \$	0,43 \$	112	2,51 \$	1,64 \$	53
Bénéfice dilué par action	0,91 \$	0,43 \$	112	2,50 \$	1,63 \$	53

Résultat net ajusté

La façon dont nous calculons le résultat net ajusté à partir du résultat d'exploitation ajusté se présente comme suit :

(en millions de dollars, sauf les montants par action)	Trimestres clos les 30 septembre			Périodes de neuf mois closes les 30 septembre		
	2017	2016	Variation en %	2017	2016	Variation en %
Résultat d'exploitation ajusté ¹	1 463	1 385	6	4 039	3 833	5
Déduire :						
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	531	575	(8)	1 611	1 721	(6)
Charges financières	183	188	(3)	562	573	(2)
Autres charges (produits) ²	20	30	(33)	(2)	44	(105)
Charge d'impôt sur le résultat ³	206	165	25	502	396	27
Résultat net ajusté ¹	523	427	22	1 366	1 099	24
Résultat par action de base ajusté ¹	1,02 \$	0,83 \$	23	2,65 \$	2,13 \$	24
Résultat par action dilué ajusté ¹	1,01 \$	0,83 \$	22	2,64 \$	2,13 \$	24

¹ Le résultat d'exploitation ajusté, le résultat net ajusté et le résultat par action de base ajusté et dilué ajusté sont des mesures non conformes aux PCGR et ne devraient pas être considérés comme des substituts ou des solutions de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Ces mesures ne sont pas définies en vertu des IFRS et n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de ces mesures et sur la façon dont nous les calculons.

² Les autres produits de la période de neuf mois close le 30 septembre 2017 ne tiennent pas compte de la reprise d'une provision de 20 millions de dollars liée à la liquidation de shomi. Les autres charges du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2016 ne tenaient pas compte d'une perte nette de 50 millions de dollars inscrite sur les dessaisissements liés aux placements et d'une perte de 140 millions de dollars sur la liquidation de notre coentreprise shomi. De plus, les montants de la période de neuf mois close le 30 septembre 2016 ne tiennent pas compte d'un profit de 39 millions de dollars sur la vente d'un placement.

³ La charge d'impôt sur le résultat ne tient pas compte des recouvrements de 18 millions de dollars et de 25 millions de dollars pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2017, respectivement (56 millions de dollars et 70 millions de dollars en 2016) liés à l'incidence fiscale des éléments ajustés. La charge d'impôt de la période de neuf mois close le 30 septembre 2016 ne tenait pas compte non plus des charges de 3 millions de dollars découlant des modifications apportées aux lois fiscales.

Gestion de nos liquidités et de nos ressources financières

Activités opérationnelles, activités d'investissement et activités de financement

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2017	2016	2017	2016
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles avant les variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement, l'impôt sur le résultat payé et les intérêts payés	1 437	1 367	3 944	3 718
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement opérationnel	266	117	(139)	32
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles avant l'impôt sur le résultat payé et les intérêts payés	1 703	1 484	3 805	3 750
Impôt sur le résultat payé	(87)	(59)	(399)	(214)
Intérêts payés	(239)	(240)	(610)	(632)
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles	1 377	1 185	2 796	2 904
Activités d'investissement				
Entrées d'immobilisations corporelles, montant net	(658)	(549)	(1 595)	(1 748)
Entrées de droits de diffusion	(5)	(19)	(38)	(43)
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	96	(42)	8	(147)
Acquisitions et autres transactions stratégiques, déduction faite de la trésorerie acquise	–	–	(184)	–
Autres	(29)	(11)	(81)	(4)
Sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement	(596)	(621)	(1 890)	(1 942)
Activités de financement				
(Remboursement sur les) produit tiré des emprunts à court terme, montant net	(204)	–	1 021	250
Remboursements sur les titres d'emprunt à long terme, montant net	(183)	(215)	(1 031)	(481)
(Paiements versés) produit reçu au règlement de dérivés liés à la dette et de contrats à terme, montant net	(108)	25	(119)	(17)
Dividendes payés	(247)	(247)	(741)	(741)
Autres	–	5	–	5
Sorties de trésorerie liées aux activités de financement	(742)	(432)	(870)	(984)
Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (Avances bancaires) trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période	39	132	36	(22)
Avances bancaires à la clôture de la période	(74)	(143)	(71)	11
	(35)	(11)	(35)	(11)

Activités opérationnelles

L'augmentation de 16 % des entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles pour le trimestre est essentiellement attribuable à la baisse des investissements nets liés aux éléments du fonds de roulement, dont une partie a découlé des créateurs et charges à payer plus élevés et de la réduction des stocks. La diminution de 4 % pour la période de neuf mois à l'étude est imputable à la baisse des entrées nettes liées aux éléments hors trésorerie du fonds de roulement et à la hausse de l'impôt sur le résultat en trésorerie en raison du calendrier de nos versements d'acomptes provisionnels. Les entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles avant les variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement, l'impôt sur le résultat payé et les intérêts payés ont augmenté, ce qui concorde avec la hausse du résultat d'exploitation ajusté.

Activités d'investissement

Entrées d'immobilisations corporelles, montant net

Au cours du trimestre, nous avons consacré 658 millions de dollars aux entrées nettes d'immobilisations corporelles, avant les variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement, soit un montant supérieur à celui de la même période de 2016. Au cours de la période de neuf mois, nous avons consacré 1 595 millions de dollars aux entrées nettes d'immobilisations corporelles, avant les variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement, soit un montant inférieur à celui de la même période de 2016. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Entrées d'immobilisations corporelles, montant net » pour plus de précisions.

Acquisitions et autres transactions stratégiques

Au deuxième trimestre, nous avons payé 184 millions de dollars pour l'acquisition d'une licence d'utilisation du spectre SSFE-1 qui appartenait à Québecor inc.

Activités de financement

Pour le trimestre et la période de neuf mois considérés, nous avons remboursé des sommes nettes de 495 millions de dollars et de 129 millions de dollars (190 millions de dollars et 248 millions de dollars en 2016), respectivement, sur nos emprunts à court terme, notre dette à long terme et les dérivés s'y rattachant. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Gestion des risques financiers » pour obtenir de plus amples renseignements sur les flux de trésorerie se rapportant à nos instruments dérivés.

Emprunts à court terme

Nos emprunts à court terme comprennent les montants à payer aux termes de notre programme de titrisation des débiteurs et de notre programme de papier commercial libellé en dollars américains. Le tableau ci-dessous et les paragraphes qui l'accompagnent résument les activités liées à nos emprunts à court terme pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2017 et 2016.

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2017	2016	2017	2016
Produit tiré de la titrisation de débiteurs, montant net	30	–	240	250
(Remboursements sur le) produit tiré du papier commercial libellé en dollars américains, montant net	(234)	–	781	–
(Remboursement sur les) produit tiré des emprunts à court terme, montant net	(204)	–	1 021	250
<hr/>				
(en millions de dollars)	Au 30 septembre		Au 31 décembre	
	2017	2016	2017	2016
Programme de titrisation des débiteurs	1 040	800		
Programme de papier commercial libellé en dollars américains	698	–		
Emprunts à court terme	1 738	800		

En mars 2017, nous avons mis sur pied un programme de papier commercial libellé en dollars américains qui nous permet d'émettre jusqu'à un principal total de 1 milliard de dollars américains. Les fonds peuvent être empruntés aux termes de ce programme selon des durées jusqu'à l'échéance allant de 1 jour à 397 jours, selon la conjoncture des marchés. Toute émission réalisée dans le cadre de ce programme sera effectuée à escompte. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Situation financière » pour obtenir un complément d'information.

Parallèlement à ces émissions de papier commercial, nous avons conclu des dérivés liés à la dette afin de couvrir le risque de change associé au principal et aux intérêts sur les instruments d'emprunt émis aux termes du programme de papier commercial libellé en dollars américains. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Gestion des risques financiers » pour obtenir un complément d'information.

Dette à long terme

Notre dette à long terme correspond aux montants à payer aux termes de nos facilités de crédit bancaire et de nos facilités de lettres de crédit ainsi qu'aux billets de premier rang et aux débentures que nous avons émis. Les tableaux ci-après et les paragraphes qui les accompagnent résument l'évolution de notre dette à long terme pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2017 et 2016.

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2017	2016	2017	2016
(Remboursements) prélevements sur les facilités de crédit, montant net	(183)	(215)	(281)	519
Remboursement sur les billets de premier rang, montant net	—	—	(750)	(1 000)
Remboursement sur la dette à long terme, montant net	(183)	(215)	(1 031)	(481)
<hr/>				
(en millions de dollars)	Au 30 septembre		Au 31 décembre	
	2017		2016	
Facilités de crédit	—		301	
Billets de premier rang et débentures	14 402		15 779	
Total de la dette à long terme (y compris la partie courante)	14 402		16 080	

Certains fonds ont été prélevés en dollars américains sur nos facilités de crédit renouvelable et non renouvelable pour que nous puissions tirer avantage de l'écart de taux d'intérêt favorable; nous avons conclu des dérivés liés à la dette relativement à ces emprunts pour convertir la totalité des obligations de paiement d'intérêts et de principal en dollars canadiens. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Gestion des risques financiers » pour obtenir de plus amples renseignements.

En mars 2017, nous avons modifié notre facilité de crédit renouvelable afin, entre autres, de faire passer la date d'échéance de notre facilité de crédit initiale de 2,5 milliards de dollars de septembre 2020 à mars 2022. En outre, nous avons ajouté une tranche de 700 millions de dollars à la facilité qui vient à échéance en mars 2020. Par suite de ces modifications, le plafond de notre facilité de crédit totale s'établit maintenant à 3,2 milliards de dollars. La facilité de crédit renouvelable a pour unique garantie le cautionnement de RCCI et a égalité de rang avec la totalité de nos billets de premier rang et débentures.

En mars 2017, nous avons remboursé en entier l'encours de notre facilité de crédit bancaire non renouvelable. Par conséquent, cette facilité a été abrogée.

Dividendes

Le tableau ci-dessous présente un résumé des dividendes que nous avons déclarés et payés sur nos actions de catégorie A avec droit de vote et nos actions de catégorie B sans droit de vote en circulation en 2017 et en 2016.

Date de déclaration	Date de clôture des registres	Date de versement	Dividende par action (en \$)	Dividendes payés (en millions de dollars)
26 janvier 2017	13 mars 2017	3 avril 2017	0,48	247
18 avril 2017	12 juin 2017	4 juillet 2017	0,48	247
17 août 2017	15 septembre 2017	3 octobre 2017	0,48	247
27 janvier 2016	13 mars 2016	1 ^{er} avril 2016	0,48	247
18 avril 2016	12 juin 2016	4 juillet 2016	0,48	247
11 août 2016	11 septembre 2016	3 octobre 2016	0,48	247
20 octobre 2016	12 décembre 2016	3 janvier 2017	0,48	247

Flux de trésorerie disponibles

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 septembre			Périodes de neuf mois closes les 30 septembre		
	2017	2016	Variation en %	2017	2016	Variation en %
Résultat d'exploitation ajusté ¹	1 463	1 385	6	4 039	3 833	5
Déduire :						
Entrées d'immobilisations corporelles, montant net ²	658	549	20	1 595	1 748	(9)
Intérêts sur les emprunts, déduction faite des intérêts inscrits à l'actif	180	179	1	543	558	(3)
Impôt sur le résultat en trésorerie ³	87	59	47	399	214	86
Flux de trésorerie disponibles ¹	538	598	(10)	1 502	1 313	14

¹ Le résultat d'exploitation ajusté et les flux de trésorerie disponibles sont des mesures non conformes aux PCGR et ne devraient pas être considérés comme des substituts ou des solutions de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Ces mesures ne sont pas définies en vertu des IFRS et n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de ces mesures et sur la façon dont nous les calculons.

² Le montant net des entrées d'immobilisations corporelles ne tient pas compte des dépenses liées aux licences d'utilisation du spectre.

³ L'impôt sur le résultat en trésorerie est présenté net des remboursements reçus.

Les flux de trésorerie disponibles ont diminué de 10 % pour le trimestre en raison de la hausse du montant net des entrées d'immobilisations corporelles et de la hausse de la charge d'impôt sur le résultat en trésorerie, facteurs en partie annulés par l'accroissement du résultat d'exploitation ajusté. Par ailleurs, l'augmentation de 14 % pour la période de neuf mois considérée s'explique par la baisse du montant net des entrées d'immobilisations corporelles.

Aperçu de la situation financière

États consolidés de la situation financière

(en millions de dollars)	Au 30 sept. 2017	Au 31 déc. 2016	Variation (en \$)	Variation (en %)	Explication des principales variations
Actifs					
Actifs courants					
Débiteurs	1 816	1 949	(133)	(7)	Tient compte essentiellement de la diminution des créances clients imputable à leur caractère saisonnier.
Stocks	235	315	(80)	(25)	Tient compte d'une réduction des stocks d'appareils sans fil.
Autres actifs courants	240	215	25	12	Tient compte essentiellement d'une augmentation des charges payées d'avance liée aux frais des licences d'utilisation de spectre de Sans-fil.
Partie courante des instruments dérivés	423	91	332	n. s.	Tient compte essentiellement du reclassement dans les éléments courants des dérivés liés à la dette associé à l'arrivée à échéance prochaine de nos billets de premier rang de 1,4 milliard de dollars américains. Se reporter à la rubrique « Gestion des risques financiers ».
Total des actifs courants	2 714	2 570	144	6	
Immobilisations corporelles	10 821	10 749	72	1	Tient compte surtout du montant net des entrées d'immobilisations corporelles, en partie compensé par la charge d'amortissement. Se reporter à la rubrique « Entrées d'immobilisations corporelles, montant net ».
Immobilisations incorporelles	7 270	7 130	140	2	A trait à l'acquisition d'une licence d'utilisation de spectre, en partie compensée par l'amortissement des immobilisations incorporelles.
Placements	2 569	2 174	395	18	Tient compte essentiellement de l'augmentation de la juste valeur de certains placements dans des sociétés ouvertes.
Instruments dérivés	988	1 708	(720)	(42)	Tient compte surtout du reclassement dans les éléments courants des dérivés liés à la dette associé à l'arrivée à échéance prochaine de nos billets de premier rang de 1,4 milliard de dollars américains et des variations de la valeur de marché de nos dérivés liés à la dette par suite de l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Gestion des risques financiers ».
Autres actifs à long terme	91	98	(7)	(7)	n. s.
Actifs d'impôt différé	6	8	(2)	(25)	n. s.
Goodwill	3 905	3 905	—	—	n. s.
Total des actifs	28 364	28 342	22	—	
Passifs et capitaux propres					
Passifs courants					
Avances bancaires	35	71	(36)	(51)	Se reporter à la rubrique « Gestion de nos liquidités et de nos ressources financières ».
Emprunts à court terme	1 738	800	938	117	Tient compte des emprunts effectués aux termes du nouveau programme de papier commercial libellé en dollars américains et d'un accroissement des emprunts effectués aux termes du programme de titrisation des débiteurs.
Créditeurs et charges à payer	2 589	2 783	(194)	(7)	Tient compte surtout de la diminution des dettes fournisseurs occasionnée par le caractère saisonnier des activités.
Impôt sur le résultat à payer	95	186	(91)	(49)	Tient compte de l'excédent des acomptes provisionnels versés sur l'impôt à payer comptabilisé en 2017.
Partie courante des provisions	4	134	(130)	(97)	Tient compte essentiellement des paiements versés pour notre quote-part des obligations résiduelles relativement à notre coentreprise shomi et de la reprise d'une provision s'y rapportant.
Produits constatés d'avance	274	367	(93)	(25)	Tient compte essentiellement des produits comptabilisés au titre des dépôts de clients relativement aux Blue Jays de Toronto.
Partie courante de la dette à long terme	1 747	750	997	133	Tient compte du reclassement dans les éléments courants de nos billets de premier rang de 1,4 milliard de dollars américains, en partie annulé par le remboursement cumulatif de billets de premier rang de 750 millions de dollars en 2017. Se reporter à la rubrique « Gestion de nos liquidités et de nos ressources financières ».
Partie courante des instruments dérivés	84	22	62	n. s.	Tient compte surtout des variations de la valeur de marché de nos dérivés liés aux dépenses par suite de l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain. Se reporter à la rubrique « Gestion des risques financiers ».
Total des passifs courants	6 566	5 113	1 453	28	
Provisions	33	33	—	—	n. s.
Dette à long terme	12 655	15 330	(2 675)	(17)	Tient compte principalement du reclassement dans les éléments courants de nos billets de premier rang de 1,4 milliard de dollars américains, d'une diminution des prélevements sur nos facilités de crédit et d'une réévaluation faisant suite à l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain. Se reporter à la rubrique « Gestion des risques financiers ».
Instruments dérivés	160	118	42	36	Tient compte des variations des valeurs de marché des dérivés liés à la dette, essentiellement attribuables à l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain, atténuees par l'arrivée à échéance de certains contrats à terme sur obligations maintenant classés dans les éléments courants. Se reporter à la rubrique « Gestion des risques financiers ».
Autres passifs à long terme	540	562	(22)	(4)	Tient compte d'une diminution du passif lié aux régimes de retraite par suite de cotisations de l'employeur.
Passifs d'impôt différé	2 120	1 917	203	11	Tient compte essentiellement de l'augmentation des différences temporaires entre la valeur comptable et la base fiscale de certains actifs et passifs.
Total des passifs	22 074	23 073	(999)	(4)	
Capitaux propres	6 290	5 269	1 021	19	Tient compte des variations des résultats non distribués et des réserves liées aux capitaux propres.
Total des passifs et des capitaux propres	28 364	28 342	22	—	

Situation financière

Les tableaux ci-après et les paragraphes qui les accompagnent résument l'ensemble des liquidités disponibles aux termes de nos facilités de crédit bancaire, lettres de crédit et emprunts à court terme.

Au 30 septembre 2017 (en millions de dollars)	Montant total disponible	Montant prélevé	Lettres de crédit	Programme de papier commercial en dollars US	Montant net disponible
Facilités de crédit bancaire					
Renouvelable	3 200	–	10	698	2 492
Lettres de crédit en circulation	59	–	59	–	–
Avances bancaires	–	35	–	–	(35)
Total des facilités de crédit bancaire	3 259	35	69	698	2 457
Titrisation de débiteurs	1 050	1 040	–	–	10
Total	4 309	1 075	69	698	2 467
Au 31 décembre 2016 (en millions de dollars)					
Facilités de crédit bancaire					
Renouvelable	2 500	–	9	2 491	
Non renouvelable	301	301	–	–	–
Lettres de crédit en circulation	59	–	59	–	–
Avances bancaires	–	71	–	–	(71)
Total des facilités de crédit bancaire	2 860	372	68	2 420	
Titrisation de débiteurs	1 050	800	–	–	250
Total	3 910	1 172	68	2 670	

En plus des sources de liquidités susmentionnées, nous détenions 1 472 millions de dollars de titres de capitaux propres négociables de sociétés cotées en bourse au 30 septembre 2017 (1 047 millions de dollars au 31 décembre 2016).

Au 30 septembre 2017, nos emprunts présentaient un coût de financement moyen pondéré de 4,68 % (4,72 % au 31 décembre 2016), et le terme moyen pondéré à l'échéance était de 10,0 années (10,6 années au 31 décembre 2016). Cette réduction comparative de notre taux d'intérêt moyen pondéré tient compte de l'incidence combinée des éléments suivants :

- l'utilisation de notre programme de papier commercial libellé en dollars américains;
- la plus grande utilisation de nos facilités de crédit bancaire et de notre programme de titrisation de débiteurs.

Le tableau ci-dessous présente un résumé des notations de crédit attribuées aux débentures et aux billets de premier rang en circulation (long terme) et au papier commercial libellé en dollars américains en circulation (court terme) de RCI au 30 septembre 2017.

	Court terme ¹	Long terme ¹
Standard and Poor's Ratings Services	A-2	BBB+ avec perspective stable
Moody's Ratings Services	P-2	Baa1 avec perspective stable
Fitch Ratings	s. o. ²	BBB+ avec perspective stable

¹ Notation inchangée pendant le trimestre.

² Nous n'avons pas demandé à Fitch de notation relativement à nos instruments à court terme.

Gestion des risques financiers

La présente section doit être lue en parallèle avec la rubrique « Gestion des risques financiers » de notre rapport de gestion annuel de 2016. Nous avons recours à des instruments dérivés pour gérer les risques financiers liés à nos activités commerciales. Nous avons recours à des instruments dérivés aux seules fins de la gestion des risques, et non pas à des fins de spéculation. Nous gérons également notre exposition aux taux d'intérêt fixes et variables et, au 30 septembre 2017, nous avions fixé un taux d'intérêt sur 88,6 % de l'encours de notre dette, y compris les emprunts à court terme (91,2 % au 31 décembre 2016).

Dérivés liés à la dette

Nous avons recours à des swaps de devises (« dérivés liés à la dette ») pour gérer les risques liés à la fluctuation des cours de change relativement à nos débentures et billets de premier rang libellés en dollars américains, aux montants prélevés sur nos facilités de crédit libellées en dollars américains et à nos emprunts sur papier commercial libellé en dollars américains. Nous désignons les dérivés liés à la dette afférents à nos débentures et billets de premier rang comme des couvertures à des fins comptables afin de couvrir le risque de change relatif à des instruments d'emprunt spécifiques. Les dérivés liés à la dette se rapportant aux montants prélevés sur nos facilités de crédit et à nos emprunts sur papier commercial n'ont pas été désignés comme couvertures à des fins comptables.

Les tableaux ci-après présentent un résumé des dérivés liés à la dette que nous avons conclus et réglés relativement aux prélèvements effectués sur nos facilités de crédit et au programme de papier commercial libellé en dollars américains au cours des trimestres et des périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2017 et 2016.

	Trimestres clos les 30 septembre 2017			Périodes de neuf mois closes les 30 septembre 2017		
	Montant notionnel (\$ US)	Cours de change	Montant notionnel (\$ CA)	Montant notionnel (\$ US)	Cours de change	Montant notionnel (\$ CA)
(en millions de dollars, sauf les cours de change)						

Facilités de crédit

Dérivés liés à la dette conclus	335	1,29	433	1 510	1,33	2 001
Dérivés liés à la dette réglés	485	1,31	636	1 660	1,33	2 202

Trésorerie nette payée

			(20)			(21)
--	--	--	-------------	--	--	-------------

Programme de papier commercial

Dérivés liés à la dette conclus	3 096	1,26	3 896	6 126	1,30	7 979
Dérivés liés à la dette réglés	3 290	1,25	4 127	5 566	1,29	7 192

Trésorerie nette payée

			(88)			(98)
--	--	--	-------------	--	--	-------------

	Trimestre clos le 30 septembre 2016			Périodes de neuf mois closes le 30 septembre 2016		
	Montant notionnel (\$ US)	Cours de change	Montant notionnel (\$ CA)	Montant notionnel (\$ US)	Cours de change	Montant notionnel (\$ CA)
(en millions de dollars, sauf les cours de change)						

Facilités de crédit

Dérivés liés à la dette conclus	2 939	1,30	3 827	6 736	1,30	8 777
Dérivés liés à la dette réglés	3 066	1,30	3 975	5 975	1,30	7 774

Trésorerie nette reçue (payée)

			25			(17)
--	--	--	-----------	--	--	-------------

Au 30 septembre 2017, nos dérivés liés à la dette en cours se rapportant aux montants prélevés sur nos facilités de crédit et sur notre papier commercial s'élevaient respectivement à néant et à 560 millions de dollars américains (150 millions de dollars américains et néant au 31 décembre 2016).

Billets de premier rang

Au cours des trimestres ou des périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2017 ou 2016, nous n'avons conclu ni réglé aucun dérivé lié à la dette relativement aux billets de premier rang. Se reporter à la rubrique « Évaluation à la valeur de marché » pour en savoir plus sur nos dérivés liés à la dette.

Contrats à terme sur obligations

Nous n'avons ni conclu ni réglé de contrats à terme sur obligations au cours des trimestres ou des périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2017 ou 2016. Se reporter à la rubrique « Évaluation à la valeur de marché » pour en savoir plus sur nos contrats à terme sur obligations.

Dérivés liés aux dépenses

Les tableaux ci-dessous présentent un résumé des dérivés liés aux dépenses que nous avons conclus et réglés au cours des trimestres et des périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2017 et 2016.

	Trimestres clos les 30 septembre 2017			Périodes de neuf mois closes les 30 septembre 2017		
	Montant notionnel (\$ US)	Cours de change	Montant notionnel (\$ CA)	Montant notionnel (\$ US)	Cours de change	Montant notionnel (\$ CA)
(en millions de dollars, sauf les cours de change)						
Dérivés liés aux dépenses conclus	360	1,24	445	840	1,27	1 070
Dérivés liés aux dépenses réglés	240	1,33	320	705	1,33	940
Trimestre clos le 30 septembre 2016			Périodes de neuf mois closes les 30 septembre 2016			
(en millions de dollars, sauf les cours de change)	Montant notionnel (\$ US)	Cours de change	Montant notionnel (\$ CA)	Montant notionnel (\$ US)	Cours de change	Montant notionnel (\$ CA)
Dérivés liés aux dépenses conclus	60	1,27	76	750	1,34	1 002
Dérivés liés aux dépenses réglés	210	1,22	257	630	1,22	770

Au 30 septembre 2017, nos dérivés liés aux dépenses en cours s'élevaient à 1 425 millions de dollars américains (1 290 millions de dollars américains au 31 décembre 2016), venaient à échéance d'octobre 2017 à décembre 2019 (de janvier 2017 à décembre 2018 au 31 décembre 2016) et le cours de change moyen s'établissait à 1,29 \$ CA/1 \$ US (1,32 \$ CA/1 \$ US au 31 décembre 2016).

Se reporter à la rubrique « Évaluation à la valeur de marché » pour en savoir plus sur nos dérivés liés aux dépenses.

Dérivés liés aux capitaux propres

Au 30 septembre 2017, nous avions des dérivés liés aux capitaux propres en cours à l'égard de 5,4 millions d'actions de catégorie B de RCI (5,4 millions au 31 décembre 2016) assorties d'un cours moyen pondéré de 51,44 \$ (50,30 \$ au 31 décembre 2016).

Nous n'avons conclu ni réglé aucun dérivé lié aux capitaux propres au cours du trimestre. Au premier trimestre de 2017, nous avons réglé des dérivés liés aux capitaux propres en cours, pour un produit net de 6 millions de dollars, et conclu de nouveaux dérivés liés à 1 million d'actions de catégorie B de RCI qui viennent à échéance en mars 2018. Nous avons également signé des accords de prorogation pour les contrats de dérivés liés aux capitaux propres restants selon des modalités essentiellement identiques, avec des dates d'échéance révisées et maintenant fixées en avril 2018 (auparavant en avril 2017). Nous n'avions conclu ni réglé aucun dérivé lié aux capitaux propres au cours du trimestre et de la période de neuf mois correspondants de 2016.

Se reporter à la rubrique « Évaluation à la valeur de marché » pour en savoir plus sur nos dérivés liés aux capitaux propres.

Évaluation à la valeur de marché

Nous comptabilisons nos dérivés selon leur évaluation à la valeur de marché estimée, ajustée en fonction de la qualité du crédit et calculée conformément aux IFRS.

				Au 30 septembre 2017	
(en millions de dollars, sauf les cours de change)		Montant notionnel (\$ US)	Cours de change	Montant notionnel (\$ CA)	Juste valeur (\$ CA)
Dérivés liés à la dette comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie					
En actifs	5 200	1,0401	5 409	1 329	
En passifs	1 500	1,3388	2 008	(141)	
Dérivés liés à la dette courante non comptabilisés comme des couvertures					
En actifs	559	1,2332	689	8	
Position nette évaluée à la valeur de marché des dérivés liés à la dette représentant un actif				1 196	
Contrats à terme sur obligations comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie					
En passifs	–	–	900	(37)	
Dérivés liés aux dépenses comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie					
En actifs	240	1,2239	294	5	
En passifs	1 185	1,3029	1 544	(66)	
Position nette évaluée à la valeur de marché des dérivés liés aux dépenses représentant un passif				(61)	
Dérivés liés aux capitaux propres non comptabilisés comme des couvertures					
En actifs	–	–	276	69	
Position nette évaluée à la valeur de marché représentant un actif				1 167	
				Au 31 décembre 2016	
(en millions de dollars, sauf les cours de change)		Montant notionnel (\$ US)	Cours de change	Montant notionnel (\$ CA)	Juste valeur (\$ CA)
Dérivés liés à la dette comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie					
En actifs	5 200	1,0401	5 409	1 751	
En passifs	1 500	1,3388	2 008	(68)	
Dérivés liés à la dette à court terme non comptabilisés comme des couvertures					
En passifs	150	1,3407	201	–	
Position nette évaluée à la valeur de marché des dérivés liés à la dette représentant un actif				1 683	
Contrats à terme sur obligations comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie					
En passifs	–	–	900	(51)	
Dérivés liés aux dépenses comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie					
En actifs	990	1,2967	1 284	40	
En passifs	300	1,4129	424	(21)	
Position nette évaluée à la valeur de marché des dérivés liés aux dépenses représentant un actif				19	
Dérivés liés aux capitaux propres non comptabilisés comme des couvertures					
En actifs	–	–	270	8	
Position nette évaluée à la valeur de marché représentant un actif				1 659	

Dette nette ajustée et ratio d'endettement

Nous utilisons la dette nette ajustée et le ratio de la dette nette ajustée sur le résultat d'exploitation ajusté (ratio d'endettement) pour procéder à des analyses liées à l'évaluation et prendre des décisions liées à la structure du capital. La dette nette ajustée comprend la dette à long terme, les actifs ou passifs nets au titre des dérivés liés à la dette, les emprunts à court terme et la trésorerie et les équivalents de trésorerie ou avances bancaires.

(en millions de dollars, sauf les ratios)	Au 30 septembre 2017	Au 31 décembre 2016
Dette à long terme ¹	14 512	16 197
Actifs nets au titre des dérivés liés à la dette évalués sans ajustement lié au risque de crédit ²	(1 218)	(1 740)
Emprunts à court terme	1 738	800
Avances bancaires	35	71
Dette nette ajustée ³	15 067	15 328
Ratio d'endettement ^{3,4}	2,8	3,0

¹ Compte tenu de la partie courante et de la partie à long terme de la dette à long terme avant les coûts de transaction différés et les escomptes. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Rapprochement de la dette nette ajustée » de la section « Mesures non conformes aux PCGR » pour connaître le mode de calcul de ce montant.

² Nous estimons qu'il est souvent d'usage d'inclure dans le calcul de la dette nette ajustée et du ratio d'endettement les dérivés liés à la dette évalués sans ajustement lié au risque de crédit pour évaluer le niveau d'endettement de même qu'aux fins de l'évaluation à la valeur de marché et de l'exécution de transactions.

³ La dette nette ajustée et le ratio d'endettement ne sont pas des mesures conformes aux PCGR et ne devraient pas être considérés comme des substituts ou des solutions de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Ces mesures ne sont pas définies en vertu des IFRS et n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de ces mesures et sur la façon dont nous les calculons.

⁴ Le ratio d'endettement est calculé en fonction du résultat d'exploitation ajusté des 12 derniers mois consécutifs.

De plus, nous détenions au 30 septembre 2017 des titres négociables de sociétés cotées en bourse d'une valeur de 1 472 millions de dollars (1 047 millions de dollars au 31 décembre 2016).

Notre dette nette ajustée a diminué de 0,3 milliard de dollars depuis le 31 décembre 2016, en raison surtout du remboursement sur nos facilités de crédit bancaire et de certains billets de premier rang arrivés à échéance, en partie annulé par une augmentation des emprunts à court terme se rapportant au programme de papier commercial libellé en dollars américains.

Actions ordinaires en circulation

	Au 30 septembre 2017	Au 31 décembre 2016
Actions ordinaires en circulation ¹		
De catégorie A avec droit de vote	112 407 192	112 411 992
De catégorie B sans droit de vote	402 403 433	402 396 133
Total des actions ordinaires	514 810 625	514 808 125
Options d'achat d'actions de catégorie B sans droit de vote		
Options en circulation	2 925 147	3 732 524
Options en circulation exercables	1 032 932	1 770 784

¹ Les porteurs de nos actions de catégorie B sans droit de vote ont le droit d'être convoqués à toute assemblée des actionnaires et d'y assister; toutefois, sauf dans la mesure prévue par la législation ou les règlements de marchés boursiers, ils n'ont pas de droit de vote lors d'une telle assemblée. Si une offre est déposée en vue d'acheter les actions de catégorie A avec droit de vote en circulation, aucune exigence en vertu de la législation applicable ou de nos actes constitutifs ne stipule qu'une offre doit être faite à l'égard des actions de catégorie B sans droit de vote en circulation et il n'y a aucune clause de protection à l'intention des actionnaires aux termes de nos actes constitutifs. Si une offre est déposée en vue d'acheter des actions des deux catégories d'actions, les modalités de l'offre peuvent être différentes pour les actions de catégorie A avec droit de vote et pour celles des actions de catégorie B sans droit de vote.

Engagements et obligations contractuelles

Il y a lieu de se reporter à notre rapport de gestion annuel de 2016 pour obtenir un résumé de nos principales obligations aux termes d'accords contractuels fermes, notamment les engagements de paiements futurs découlant d'emprunts à long terme et de contrats de location simple, lesquels sont également analysés aux notes 16, 20 et 28 afférentes à nos états financiers consolidés audités annuels pour 2016.

Sauf indication contraire dans le présent rapport de gestion, aucune modification significative n'a été apportée à nos principales obligations contractuelles, telles qu'elles sont présentées dans notre rapport de gestion annuel de 2016, depuis le 31 décembre 2016.

Évolution de la réglementation

La réglementation d'importance qui influait sur nos activités en date du 9 février 2017 est présentée dans notre rapport de gestion annuel de 2016. Les paragraphes qui suivent présentent les modifications importantes concernant la réglementation survenues depuis cette date.

Instance du CRTC sur les modèles de distribution de programmation de l'avenir

Le 12 octobre 2017, dans la foulée du décret C.P. 2017-1195, le CRTC a introduit une instance (Avis de consultation de radiodiffusion CRTC 2017-359, Appel aux observations sur la demande du gouverneur en conseil de faire rapport sur les modèles de distribution de programmation de l'avenir) afin de faire rapport sur le ou les modèles de distribution de programmation susceptibles d'exister à l'avenir; la façon dont les Canadiens accéderont à cette programmation et l'intermédiaire par lequel ils pourront y accéder; et la mesure dans laquelle ces modèles pourront garantir un marché intérieur dynamique capable de soutenir en continu la création, la production et la distribution d'une programmation canadienne, dans les deux langues officielles, y compris une programmation originale dans les domaines du divertissement et de l'information. Le rapport doit être achevé au plus tard le 1^{er} juin 2018.

Réexamen par le CRTC des modalités applicables aux tarifs du service d'itinérance sans fil mobile de gros

Le 20 juillet 2017, dans la foulée du décret C.P. 2017-0557, le CRTC a introduit une instance (Avis de consultation de télécom CRTC 2017-259, Réexamen de la décision de télécom 2017-56 concernant les modalités définitives applicables aux tarifs du service d'itinérance sans fil mobile de gros) dans le cadre de laquelle il souhaite réexaminer sa décision antérieure de maintenir l'intégrité des ententes d'itinérance nationales. Il envisage plutôt d'étendre la portée du régime des services d'itinérance de gros afin d'explorer des modèles d'entreprise innovants et des solutions technologiques permettant d'offrir des choix plus intéressants aux consommateurs canadiens, surtout ceux à faible revenu. Le réexamen doit être terminé au plus tard le 31 mars 2018. Le 8 septembre 2017, Rogers a soumis ses commentaires initiaux dans le cadre de l'instance.

Le Code sur les services sans fil du CRTC

Le 15 juin 2017, le CRTC a publié les conclusions de son examen de trois ans du Code sur les services sans fil entré en vigueur en décembre 2013 (Politique réglementaire de télécom CRTC 2017-200). Le CRTC a annoncé qu'à compter du 1^{er} décembre 2017, tous les particuliers et les petites entreprises clientes de fournisseurs de services sans fil auront le droit de faire déverrouiller sur demande leurs téléphones cellulaires et autres appareils mobiles, et ce, sans frais. De plus, dès le 1^{er} décembre 2017, tous les appareils nouvellement achetés doivent être fournis déverrouillés. Le CRTC a aussi précisé que pour les forfaits familiaux ou partagés (forfaits à lignes multiples), le titulaire du compte doit par défaut être celui qui peut accepter les frais d'utilisation excédentaire de données et les frais d'itinérance de données au-delà des limites fixées (50 \$ et 100 \$ par mois, respectivement). Toutefois, les fournisseurs de services sans fil peuvent permettre au titulaire d'un compte d'autoriser d'autres utilisateurs inscrits à un forfait familial ou partagé à consentir à d'éventuels frais supplémentaires. Le CRTC a aussi établi clairement que dans tous les cas, les limites s'appliquent en fonction d'un seul et même compte, peu importe le nombre d'appareils associés au forfait à lignes multiples.

Renouvellement de licences de diffusion

Le 18 mai 2017, le CRTC a publié la Décision de radiodiffusion CRTC 2017-151, dans laquelle il approuve le renouvellement pour cinq ans de nos licences par groupe de propriété (six licences visant nos stations de télévision directe en langue anglaise City, Sportsnet 360, VICELAND, G4Tech, Outdoor Life, FX et FXX). Le renouvellement pour cinq ans des licences visant nos services de sport d'intérêt général Sportsnet et Sportsnet One et notre service sur demande a également été approuvé. Pour que leur date d'expiration corresponde à celle de la licence de diffusion de notre nouveau service facultatif appelé OMNI Regional, décrit ci-après, les cinq licences de diffusion visant nos stations de télévision directe à caractère ethnique OMNI ont été renouvelées pour une période de trois ans aux termes de cette décision de radiodiffusion.

Dans la Décision de radiodiffusion CRTC 2017-152, publiée le même jour, le CRTC a également approuvé notre demande visant une nouvelle licence en vue d'exploiter un nouveau service facultatif appelé OMNI Regional qui bénéficierait d'une ordonnance de distribution obligatoire en vertu de l'article 9(1)h) rendant sa distribution possible au service de base moyennant des frais d'affiliation réglementés de 0,12 \$/abonné/mois pour une durée de trois ans. Le CRTC a par la suite lancé un appel (Avis de consultation de radiodiffusion CRTC 2017-154) de demandes concurrentes afin de déterminer si OMNI devrait conserver sa désignation en vertu de l'article 9(1)h) après trois ans ou si cette désignation ne devrait pas être accordée à un autre demandeur.

Le 14 août 2017, le gouverneur en conseil, suivant l'avis du ministre du Patrimoine canadien et au moyen du décret C.P. 2017-1060, a ordonné au CRTC de réexaminer ses décisions du 15 mai 2017 visant le renouvellement des licences par groupe pour les grands télédiffuseurs qui, entre autres changements, ont abaissé le montant que certains de ces diffuseurs doivent consacrer à des émissions d'intérêt national. Le CRTC doit étudier « comment s'assurer que ces groupes contribuent de façon notable à la création et à la présentation d'émissions d'intérêt national, d'émissions de musique, de courts-métrages et de documentaires de courte durée ».

Différenciation des prix relatifs aux forfaits de données Internet

Le 20 avril 2017, le CRTC a rendu sa décision relative à la consultation entreprise en mai 2016 (Avis de consultation de télécom CRTC 2016-192) visant à examiner les questions de politique entourant le recours à des pratiques de différenciation des prix (c.-à-d. exonérer ou offrir à prix réduit l'utilisation de données Internet de détail) par les fournisseurs de services Internet canadiens dans le cadre de la fourniture de forfaits de données Internet. Dans sa décision (Politique réglementaire de télécom CRTC 2017-104), le CRTC énonce les critères d'évaluation qu'il appliquera pour établir si une pratique de différenciation des prix particulière est conforme au paragraphe 27(2) de la *Loi sur les télécommunications*. Ces critères d'évaluation sont les suivants :

- le degré auquel le traitement des données est basé sur le contenu (c.-à-d. que les données sont traitées de la même façon, quelle que soit leur source ou leur nature);
- l'exclusivité de l'offre à certains clients ou fournisseurs de contenu;
- l'incidence sur l'ouverture et l'innovation relatives à Internet;
- la présence d'une rémunération.

Parmi ces critères, celui qui concerne le degré auquel les données sont traitées en fonction du contenu aura généralement le plus de poids. L'objectif primordial de ce critère est de faire en sorte que tout le contenu et toutes les applications soient traités de manière neutre. La gratuité des fonctions liées aux comptes, notamment pour le suivi des données Internet et le paiement des factures en ligne, sera généralement permise.

Mise à jour sur les risques et les incertitudes

Il y a lieu de se reporter à notre rapport de gestion annuel de 2016 pour une analyse des risques et incertitudes significatifs susceptibles d'avoir une incidence défavorable importante sur nos activités et nos résultats financiers au 9 février 2017, lesquels doivent être étudiés à la lumière du présent rapport de gestion trimestriel intermédiaire. Les litiges susceptibles de contribuer à ces risques et incertitudes sont les suivants :

Frais d'accès au système - Saskatchewan

En 2004, un recours collectif a été intenté contre des fournisseurs de services de communications sans fil au Canada en vertu de la *Class Actions Act* de la Saskatchewan. Le recours collectif a trait aux frais d'accès au système que les fournisseurs de services sans fil facturent à certains de leurs clients. Les demandeurs exigent des remboursements indéterminés en dommages de droit et en dommages punitifs, à savoir le remboursement de tous les frais d'accès au système déboursés.

En 2007, la Cour de la Saskatchewan a accueilli la proposition des demandeurs afin que la poursuite soit autorisée à titre de recours collectif avec option d'adhésion à l'échelle nationale dans le cadre duquel les clients concernés hors de la Saskatchewan doivent prendre des mesures précises pour prendre part aux procédures. En 2008, la requête de la Société visant une suspension de la poursuite en vertu de la clause d'arbitrage incluse dans les contrats de service sans fil a été acceptée. La Cour de la Saskatchewan a déclaré que son ordonnance visant l'autorisation de la poursuite exclurait du recours collectif les clients liés par une clause d'arbitrage.

En 2009, les avocats des demandeurs ont entrepris une deuxième poursuite en vertu de la *Class Actions Act* de la Saskatchewan au motif des mêmes allégations que dans la poursuite initiale. Si la demande est acceptée, cette deuxième poursuite serait une poursuite d'« option de refus ». En 2009, la Cour a ordonné la suspension conditionnelle de la deuxième poursuite parce que celle-ci constituait un abus de procédure.

Au moment où le recours collectif intenté en Saskatchewan a été engagé en 2004, des réclamations correspondantes ont été déposées auprès de plusieurs administrations au Canada bien que les demandeurs n'aient pris aucune mesure concrète. La cour d'appel de plusieurs provinces a rejeté les réclamations correspondantes pour cause d'abus de procédure. Dans toutes les provinces, sauf la Saskatchewan, les réclamations ont maintenant été rejetées ou abandonnées. Aucun passif n'a été comptabilisé à l'égard de cette éventualité.

Frais liés au service d'urgence 911

En juin 2008, un recours collectif a été intenté en Saskatchewan contre des fournisseurs de services de communications sans fil au Canada. La poursuite concerne des allégations, notamment, de rupture de contrat, de fausse déclaration et de publicité mensongère relativement aux frais du service 911 facturés par la Société et d'autres fournisseurs de services de communication sans fil au Canada. Les demandeurs exigent des remboursements indéterminés en dommages de droit et la restitution. Les demandeurs tentent d'obtenir une ordonnance attestant que la poursuite constitue un recours collectif en Saskatchewan. Aucun passif n'a été comptabilisé à l'égard de cette éventualité.

Appareils cellulaires

En juillet 2013, un recours collectif a été intenté en Colombie-Britannique contre des fournisseurs de services de communications sans fil au Canada et des fabricants d'appareils sans fil. Le recours collectif a trait aux effets néfastes allégués sur la santé subis par des utilisateurs d'appareils cellulaires de longue date. Les demandeurs exigent des remboursements indéterminés en dommages de droit et en dommages punitifs, à savoir le remboursement d'un montant égal aux produits réalisés par les défendeurs pouvant raisonnablement être attribués à la vente de téléphones cellulaires au Canada. Aucun passif n'a été comptabilisé à l'égard de cette éventualité.

Issue des procédures

L'issue de l'ensemble des poursuites et réclamations intentées contre la Société, y compris celle des cas précités, dépend de leur règlement futur, notamment des incertitudes inhérentes aux litiges. Il nous est impossible de prédire l'issue ou l'ampleur des réclamations en raison de divers facteurs et incertitudes liés aux procédures judiciaires. À la lumière de l'information dont nous disposons actuellement, nous sommes d'avis qu'il n'est pas probable que le règlement final de l'une ou l'autre de ces poursuites et réclamations, prises séparément ou dans leur ensemble, ait une incidence défavorable significative sur nos activités, nos résultats financiers ou notre situation financière. S'il devient probable que la Société sera tenue responsable des réclamations déposées contre elle, nous comptabiliserons une provision dans la période au cours de laquelle le changement de probabilité surviendrait; une telle provision pourrait être significative en regard de nos états consolidés du résultat net ou de nos états consolidés de la situation financière.

Estimations et méthodes comptables critiques

Notre rapport de gestion annuel de 2016, ainsi que nos états financiers consolidés audités annuels de 2016 et les notes y afférentes présentent une analyse des estimations et méthodes comptables qui sont critiques pour l'appréciation de nos activités commerciales et de nos résultats opérationnels.

Nouvelles prises de position en comptabilité adoptées en 2017

Nous avons adopté les nouvelles modifications de normes comptables suivantes; elles sont en vigueur pour nos états financiers consolidés intermédiaires et annuels ouverts à compter du 1^{er} janvier 2017. Ces changements n'ont pas eu d'incidence significative sur nos résultats financiers.

- IAS 7, *Tableau des flux de trésorerie*
- IAS 12, *Impôts sur le résultat*
- IFRS 12, *Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités*

Récentes prises de position en comptabilité n'ayant pas encore été adoptées

Nous sommes tenus d'adopter les nouvelles normes comptables suivantes au plus tôt le 1^{er} janvier 2018. La Société a entrepris d'évaluer l'incidence des nouvelles normes sur ses prochains états financiers consolidés intermédiaires et annuels. Il y a lieu de se reporter à nos états financiers consolidés audités annuels de 2016 et aux notes y afférentes pour de plus amples renseignements.

- IFRS 9, *Instruments financiers* (entrée en vigueur : le 1^{er} janvier 2018)
- IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients* (entrée en vigueur : le 1^{er} janvier 2018)
- IFRS 16, *Contrats de location* (entrée en vigueur : le 1^{er} janvier 2019)

Nous continuons d'évaluer l'incidence de chacune de ces normes sur nos états financiers consolidés et nous progressons dans la mise en œuvre de ces normes. En date du présent rapport de gestion, aucune modification importante n'a été apportée aux informations à fournir dans le cadre de la mise en œuvre de ces normes dans nos états financiers de 2016. Pour ce qui est de l'IFRS 15, nous avons mis sur pied une équipe qui s'assure de notre conformité aux exigences de cette norme. Nous mettons actuellement en place un nouveau système qui nous permettra de respecter les exigences de la norme pour chaque contrat et nous prévoyons mettre ce système en service en 2017 pour entamer la comptabilisation en parallèle selon l'IAS 18 et selon l'IFRS 15. Nous avons terminé la configuration du système et entrepris le processus de validation des données, qui devrait se poursuivre pendant toute la durée de l'exercice 2017. Par conséquent, nous poursuivons notre évaluation de l'incidence de cette norme sur nos états financiers consolidés, et il n'est pas possible pour l'heure d'en faire une estimation raisonnable. Nous communiquerons les répercussions financières estimatives de l'adoption de l'IFRS 15 dans nos états financiers consolidés annuels de 2017.

Transactions entre parties liées

Nous avons conclu des transactions avec des sociétés dont les associés ou les hauts dirigeants siègent au conseil d'administration de RCI. Ces administrateurs sont :

- le président du conseil non membre de la direction d'un cabinet d'avocats qui offre une portion de nos services juridiques;
- le président du conseil d'administration d'une entreprise qui offre des services d'impression à la Société.

Ces transactions sont inscrites au montant convenu par les parties liées et sont examinées par le comité d'audit et de risque. Les montants exigibles pour ces services ne sont pas garantis, ne portent pas intérêt et leur paiement est exigible en trésorerie dans le mois suivant la date de transaction. Le tableau qui suit présente un résumé des activités menées par les parties liées relativement aux transactions susmentionnées.

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2017	2016	2017	2016
Paiements au titre de services d'impression et de services juridiques	4	7	14	18

La Société a également conclu certaines transactions avec son actionnaire détenant le contrôle et avec les sociétés qu'il contrôle. Ces transactions sont assujetties à des ententes officielles approuvées par le comité d'audit et de risque. Le total des montants versés à ces parties liées rend généralement compte de charges imputées à Rogers relativement à l'utilisation commerciale occasionnelle d'un aéronef, déduction faite d'autres services administratifs, et a été inférieur à 1 million de dollars pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2017 et 2016.

Contrôles et procédures

Aucun changement n'est survenu dans les contrôles internes de la Société à l'égard de l'information financière au cours du trimestre à l'étude qui aurait eu ou dont on peut raisonnablement penser qu'il aura une incidence importante sur les contrôles internes à l'égard de l'information financière de la Société.

Caractère saisonnier

Nos résultats opérationnels varient généralement d'un trimestre à l'autre en raison notamment des changements de conjoncture économique et des fluctuations saisonnières touchant chacun de nos secteurs à présenter. Cela signifie que les résultats d'un trimestre ne sont pas nécessairement représentatifs des résultats d'un trimestre ultérieur. Les activités de Sans-fil, de Cable et de Media comportent des aspects saisonniers, ainsi que certaines tendances historiques, qui leur sont propres. Pour en savoir davantage sur les tendances saisonnières de nos secteurs à présenter, il y a lieu de se reporter à notre rapport de gestion annuel de 2016.

Indicateurs clés de performance

Nous mesurons le succès de notre stratégie à l'aide d'un certain nombre d'indicateurs clés de performance, qui sont définis et analysés dans notre rapport de gestion annuel de 2016 et dans le présent rapport de gestion. Nous estimons que ces indicateurs clés de performance nous permettent de mesurer adéquatement notre performance par rapport à notre stratégie opérationnelle, de même que par rapport aux résultats de nos pairs et de nos concurrents. Ces indicateurs ne sont pas des mesures conformes aux IFRS et ne doivent pas être considérés comme des substituts au bénéfice net ni à tout autre indicateur de performance conforme aux IFRS. Ils comprennent les éléments suivants :

- les nombres d'abonnés;
- les taux d'attrition des abonnés;
- les produits moyens par compte (PMPC) des services facturés;
- les produits moyens par abonné (PMPA) mixtes;
- l'intensité du capital;
- le total des produits tirés des services.

Mesures non conformes aux PCGR

Nous utilisons les mesures non conformes aux PCGR suivantes, qui sont revues périodiquement par la direction et le conseil, pour évaluer notre performance et prendre des décisions au sujet de nos activités courantes et de notre capacité à générer des flux de trésorerie. Ces mesures, en totalité ou en partie, peuvent également être utilisées par les investisseurs, les institutions prêteuses et les agences de notation à titre d'indicateurs de notre performance opérationnelle, de notre capacité à contracter ou à rembourser des emprunts et à titre de mesures d'évaluation des entreprises œuvrant dans le secteur des télécommunications. Ces mesures ne sont pas des mesures conformes aux PCGR et n'ont pas de signification normalisée en vertu des IFRS et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine.

Mesure non conforme aux PCGR	Raison de son utilisation	Calcul	Mesure financière la plus comparable en IFRS
Résultat d'exploitation ajusté Marge bénéficiaire opérationnelle ajustée	<ul style="list-style-type: none"> Pour évaluer la performance de nos activités et pour prendre des décisions à l'égard des activités courantes de l'entreprise et de notre capacité à générer des flux de trésorerie. Nous croyons que certains investisseurs et analystes utilisent le résultat d'exploitation ajusté pour mesurer notre capacité à rembourser nos emprunts et à honorer nos autres obligations de paiement. Nous l'utilisons également à titre de composante du calcul de la rémunération initiative à court terme de tous les membres du personnel de direction. 	Résultat d'exploitation ajusté : Bénéfice net Plus (moins) les éléments suivants charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat, autres charges (produits), charges financières, frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges, perte (profit) sur la sortie d'immobilisations corporelles, amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles, rémunération fondée sur des actions et dépréciation d'actifs et coûts des contrats déficitaires connexes Marge bénéficiaire opérationnelle ajustée : Résultat d'exploitation ajusté Divisé par l'élément suivant produits (produits tirés des services de Sans-fil)	Bénéfice net
Résultat net ajusté Résultat par action de base ajusté et dilué ajusté	<ul style="list-style-type: none"> Pour évaluer la performance de nos activités compte non tenu de l'incidence des éléments indiqués puisque ceux-ci nuisent à la comparabilité de nos résultats financiers et pourraient fausser l'analyse des tendances relatives à la performance de nos activités. Exclure ces éléments ne signifie pas qu'ils ne sont pas récurrents. 	Résultat net ajusté : Bénéfice net Plus (moins) les éléments suivants rémunération fondée sur des actions, frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges, dépréciation d'actifs et coûts des contrats déficitaires connexes, perte (profit) sur la vente ou la liquidation de placements, perte (profit) sur la sortie d'immobilisations corporelles, (profit) sur les acquisitions, perte liée aux obligations d'achat liées à la participation ne donnant pas le contrôle, perte liée aux remboursements sur la dette à long terme et ajustements d'impôt sur le résultat liés à ces éléments, y compris les ajustements liés aux modifications législatives Résultat par action de base ajusté et dilué ajusté : Résultat net ajusté Divisé par l'élément suivant nombre moyen pondéré d'actions en circulation, avant et après dilution	Bénéfice net Bénéfice de base et dilué par action
Flux de trésorerie disponibles	<ul style="list-style-type: none"> Indicateur important de notre solidité et de notre performance financières puisqu'il fait état du montant en trésorerie disponible aux fins de remboursement de la dette ou de réinvestissement dans l'entreprise. Nous croyons que certains investisseurs et analystes utilisent les flux de trésorerie disponibles pour évaluer une entreprise et ses actifs sous-jacents. 	Résultat d'exploitation ajusté Moins les éléments suivants entrées d'immobilisations corporelles, déduction faite du produit de la sortie, intérêts sur les emprunts déduction faite des intérêts inscrits à l'actif et impôt sur le résultat en trésorerie	Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles
Dette nette ajustée	<ul style="list-style-type: none"> Pour procéder à des analyses liées à l'évaluation et prendre des décisions en lien avec la structure du capital. Nous sommes d'avis qu'il s'agit d'une mesure qui aide les investisseurs et les analystes à analyser la valeur globale et la valeur nette réelle de notre entreprise et à évaluer notre endettement. 	Total de la dette à long terme Plus (moins) les éléments suivants partie courante de la dette à long terme, coûts de transaction différés et escomptes, (actifs) passifs nets au titre des dérivés liés à la dette, ajustement lié au risque de crédit relativement à la position nette au titre des dérivés liés à la dette, avances bancaires (trésorerie et équivalents de trésorerie) et emprunts à court terme	Dette à long terme
Ratio de la dette nette ajustée sur le résultat d'exploitation ajusté (ratio d'endettement)	<ul style="list-style-type: none"> Pour procéder à des analyses liées à l'évaluation et prendre des décisions liées à la structure du capital. Nous sommes d'avis qu'il s'agit d'une mesure qui aide les investisseurs et les analystes à analyser la valeur globale et la valeur nette réelle de notre entreprise et à évaluer notre endettement. 	Dette nette ajustée (selon la définition fournie ci-dessus) Divisée par l'élément suivant résultat d'exploitation ajusté des 12 derniers mois (selon la définition fournie ci-dessus)	Dette à long terme divisée par le bénéfice net

Rapprochement du résultat d'exploitation ajusté

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2017	2016	2017	2016
Bénéfice net	467	220	1 292	844
Ajouter (déduire) :				
Charge d'impôt sur le résultat	188	109	477	329
Autres charges (produits)	20	220	(22)	195
Charges financières	183	188	562	573
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	59	55	121	126
Profit sur la sortie d'immobilisations corporelles	—	—	(49)	—
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	531	575	1 611	1 721
Rémunération fondée sur des actions	15	18	47	45
Résultat d'exploitation ajusté	1 463	1 385	4 039	3 833

Rapprochement de la marge bénéficiaire opérationnelle ajustée

(en millions de dollars, sauf les pourcentages)	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2017	2016	2017	2016
Marge bénéficiaire opérationnelle ajustée				
Résultat d'exploitation ajusté	1 463	1 385	4 039	3 833
Diviser par : Total des produits	3 581	3 492	10 511	10 192
Marge bénéficiaire opérationnelle ajustée	40,9 %	39,7 %	38,4 %	37,6 %

Rapprochement du résultat net ajusté

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2017	2016	2017	2016
Bénéfice net	467	220	1 292	844
Ajouter (déduire) :				
Rémunération fondée sur des actions	15	18	47	45
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	59	55	121	126
Perte nette sur les dessaisissements liés aux placements	—	50	—	11
Perte (recouvrement) sur la liquidation de shomi	—	140	(20)	140
Profit sur la sortie d'immobilisations corporelles	—	—	(49)	—
Incidence fiscale des éléments susmentionnés	(18)	(56)	(25)	(70)
Ajustement fiscal, modification des lois fiscales	—	—	—	3
Résultat net ajusté	523	427	1 366	1 099

Rapprochement du résultat par action ajusté

(en millions de dollars, sauf les montants par action; nombre d'actions en circulation en millions)	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2017	2016	2017	2016
Résultat par action de base ajusté :				
Résultat net ajusté	523	427	1 366	1 099
Diviser par :				
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	515	515	515	515
Résultat par action de base ajusté	1,02 \$	0,83 \$	2,65 \$	2,13 \$
Résultat par action dilué ajusté :				
Résultat net ajusté	523	427	1 366	1 099
Diviser par :				
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation après dilution	516	517	517	517
Résultat par action dilué ajusté	1,01 \$	0,83 \$	2,64 \$	2,13 \$

Rapprochement des flux de trésorerie disponibles

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2017	2016	2017	2016
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles	1 377	1 185	2 796	2 904
Ajouter (déduire) :				
Entrées d'immobilisations corporelles, montant net	(658)	(549)	(1 595)	(1 748)
Intérêts sur les emprunts, déduction faite des intérêts inscrits à l'actif	(180)	(179)	(543)	(558)
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	59	55	121	126
Intérêts payés	239	240	610	632
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement				
opérationnel	(266)	(117)	139	(32)
Autres ajustements	(33)	(37)	(26)	(11)
Flux de trésorerie disponibles	538	598	1 502	1 313

Rapprochement de la dette nette ajustée et du ratio d'endettement

(en millions de dollars)	Au 30 septembre		Au 31 décembre	
	2017	2016	2017	2016
Partie courante de la dette à long terme			1 747	750
Dette à long terme	12 655			15 330
Coûts de transaction différés et escomptes	110			117
	14 512			16 197
Ajouter (déduire) :				
Actifs nets au titre des dérivés liés à la dette		(1 196)		(1 683)
Ajustement lié au risque de crédit relativement à la position nette au titre			(22)	(57)
des dérivés liés à la dette représentant un actif			1 738	800
Emprunts à court terme			35	71
Avances bancaires				
Dette nette ajustée	15 067			15 328
(en millions de dollars, sauf les ratios)	Au 30 septembre		Au 31 décembre	
	2017	2016	2017	2016
Ratio d'endettement				
Dette nette ajustée		15 067		15 328
Diviser par : Résultat d'exploitation ajusté des 12 derniers mois		5 298		5 092
Ratio d'endettement		2,8		3,0

Information complémentaire

Résultats financiers consolidés - sommaire trimestriel

Le tableau ci-après présente un résumé de nos résultats consolidés pour les huit derniers trimestres.

(en millions de dollars, sauf les montants par action)	2017			2016				2015
	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4
Produits								
Sans-fil	2 138	2 048	1 968	2 058	2 037	1 931	1 890	1 981
Cable	870	870	855	858	865	870	856	855
Solutions d'Affaires	97	96	95	96	95	97	96	95
Media	516	637	474	550	533	615	448	560
Éléments relevant du siège social et éliminations intersociétés	(40)	(59)	(54)	(52)	(38)	(58)	(45)	(39)
Total des produits	3 581	3 592	3 338	3 510	3 492	3 455	3 245	3 452
Total des produits tirés des services ¹	3 450	3 466	3 214	3 306	3 328	3 308	3 085	3 214
Résultat d'exploitation ajusté								
Sans-fil	964	924	813	792	884	846	763	754
Cable	440	428	392	435	431	415	393	426
Solutions d'Affaires	33	32	31	30	31	31	31	30
Media	65	63	(28)	49	79	90	(49)	56
Éléments relevant du siège social et éliminations intersociétés	(39)	(37)	(42)	(47)	(40)	(35)	(37)	(40)
Résultat d'exploitation ajusté ²	1 463	1 410	1 166	1 259	1 385	1 347	1 101	1 226
Déduire (ajouter) :								
Rémunération fondée sur des actions	15	19	13	16	18	15	12	16
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	531	535	545	555	575	572	574	580
Dépréciation d'actifs et coûts des contrats déficitaires connexes	—	—	—	484	—	—	—	—
Profit sur la sortie d'immobilisations corporelles	—	(49)	—	—	—	—	—	—
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	59	34	28	34	55	27	44	23
Charges financières	183	189	190	188	188	189	196	192
Autres charges (produits)	20	(31)	(11)	(4)	220	9	(34)	4
Bénéfice net (perte nette) avant la charge d'impôt sur le résultat	655	713	401	(14)	329	535	309	411
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	188	182	107	(5)	109	141	79	112
Bénéfice net (perte nette)	467	531	294	(9)	220	394	230	299
Bénéfice (perte) par action								
De base	0,91 \$	1,03 \$	0,57 \$	(0,02) \$	0,43 \$	0,77 \$	0,45 \$	0,58 \$
Dilué	0,91 \$	1,03 \$	0,57 \$	(0,04) \$	0,43 \$	0,76 \$	0,44 \$	0,58 \$
Bénéfice net (perte nette)	467	531	294	(9)	220	394	230	299
Ajouter (déduire) :								
Rémunération fondée sur des actions	15	19	13	16	18	15	12	16
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	59	34	28	34	55	27	44	23
(Recouvrement) perte sur la liquidation de shomi	—	(20)	—	—	140	—	—	—
Perte nette (profit net) sur les dessaisissements liés aux placements	—	—	—	—	50	—	(39)	—
Dépréciation d'actifs et coûts des contrats déficitaires connexes	—	—	—	484	—	—	—	—
Profit sur la sortie d'immobilisations corporelles	—	(49)	—	—	—	—	—	—
Incidence fiscale des éléments susmentionnés	(18)	(1)	(6)	(143)	(56)	(9)	(5)	(7)
Ajustement d'impôt sur le résultat, modification des lois fiscales	—	—	—	—	—	3	—	—
Résultat net ajusté ²	523	514	329	382	427	427	245	331
Résultat par action ajusté ²								
De base	1,02 \$	1,00 \$	0,64 \$	0,74 \$	0,83 \$	0,83 \$	0,48 \$	0,64 \$
Dilué	1,01 \$	1,00 \$	0,64 \$	0,74 \$	0,83 \$	0,83 \$	0,47 \$	0,64 \$
Entrées d'immobilisations corporelles	658	451	486	604	549	647	552	773
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles, montant net	1 377	823	596	1 053	1 185	1 121	598	950
Flux de trésorerie disponibles ²	538	626	338	392	598	495	220	274

¹ Selon la définition fournie. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Indicateurs clés de performance ».

² Le résultat d'exploitation ajusté, le résultat net ajusté, le résultat par action de base ajusté et dilué ajusté et les flux de trésorerie disponibles sont des mesures non conformes aux PCGR et ne devraient pas être considérés comme des substituts ou des solutions de recharge aux mesures conformes aux PCGR. Ces mesures ne sont pas définies en vertu des IFRS et n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de ces mesures et sur la façon dont nous les calculons.

Sommaire de l'information financière du garant de la dette à long terme

Nos titres d'emprunt publics en circulation, nos facilités de crédit bancaire et de lettres de crédit de 3,3 milliards de dollars et nos dérivés sont des obligations non garanties de RCI, en sa qualité de débiteur, et de RCCI, en sa qualité de codébiteur ou de garant, selon le cas.

Le tableau qui suit fournit un sommaire des principales données financières consolidées non auditées de RCI pour les périodes indiquées et inclut des colonnes distinctes pour : i) RCI, ii) RCCI, iii) les filiales non garanties, sur une base combinée, iv) les ajustements de consolidation et v) les totaux consolidés.

Trimestres clos les 30 septembre (non audité) (en millions de dollars)	RCI ^{1,2}		RCCI ^{1,2}		Filiales non garantes ^{1,2}		Ajustements de consolidation ^{1,2}		Totaux	
	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016
Données tirées de l'état du résultat net										
Produits	—	1	3 108	3 001	523	537	(50)	(47)	3 581	3 492
Bénéfice net (perte nette)	467	220	433	296	256	178	(689)	(474)	467	220
Périodes de neuf mois closes les										
30 septembre (non audité) (en millions de dollars)	RCI ^{1,2}		RCCI ^{1,2}		Filiales non garantes ^{1,2}		Ajustements de consolidation ^{1,2}		Totaux	
	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016
Données tirées de l'état du résultat net										
Produits	2	8	9 040	8 741	1 651	1 609	(182)	(166)	10 511	10 192
Bénéfice net (perte nette)	1 292	844	1 184	747	708	676	(1 892)	(1 423)	1 292	844
À la clôture de la période										
(non audité) (en millions de dollars)	RCI ^{1,2}		RCCI ^{1,2}		Filiales non garantes ^{1,2}		Ajustements de consolidation ^{1,2}		Totaux	
	30 sept. 2017	31 déc. 2016	30 sept. 2017	31 déc. 2016	30 sept. 2017	31 déc. 2016	30 sept. 2017	31 déc. 2016	30 sept. 2017	31 déc. 2016
Données tirées de l'état de la situation financière										
Actifs courants	24 567	22 831	20 058	19 665	8 576	9 780	(50 487)	(49 706)	2 714	2 570
Actifs non courants	30 479	28 812	40 653	38 448	3 599	5 805	(49 081)	(47 293)	25 650	25 772
Passifs courants	30 787	25 712	26 477	25 190	1 403	5 558	(52 101)	(51 347)	6 566	5 113
Passifs non courants	14 475	17 159	2 206	2 084	80	75	(1 253)	(1 358)	15 508	17 960

¹ Aux fins du tableau ci-dessus, les placements dans des filiales sont comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence.

² Les montants présentés au titre des passifs courants et des passifs non courants de RCCI n'incluent pas les obligations découlant du fait d'agir en qualité de codébiteur ou de garant, selon le cas, de la dette à long terme de RCI.

À propos des énoncés prospectifs

Le présent rapport de gestion contient de l'information prospective et des énoncés prospectifs, au sens des lois sur les valeurs mobilières applicables (ensemble, les « énoncés prospectifs »), et des hypothèses concernant, notamment, les activités, les activités opérationnelles ainsi que la performance et la situation financières de la Société, qui ont été approuvées par la direction à la date du présent rapport de gestion. Ces énoncés prospectifs et hypothèses comprennent, notamment, des énoncés sur les objectifs de la Société et ses stratégies pour les atteindre ainsi que des énoncés sur ses opinions, plans, attentes, prévisions, estimations ou intentions.

Énoncés prospectifs

- incluent habituellement des termes comme « prévoir », « supposer », « croire », « avoir l'intention de », « estimer », « planifier », « projeter », « objectifs », « perspectives », « cible » et d'autres expressions semblables et l'utilisation du futur et du conditionnel, mais ne contiennent pas tous nécessairement ces termes et expressions;
- comprennent les conclusions, prévisions et projections fondées sur nos objectifs et stratégies actuels ainsi que sur des estimations, attentes, hypothèses et autres facteurs, dont la plupart sont de nature confidentielle et exclusive, que nous jugions raisonnables au moment de leur utilisation, mais qui pourraient se révéler incorrects;
- ont été approuvés par la direction de la Société à la date du présent rapport de gestion.

Nos énoncés prospectifs comprennent des prévisions et des projections liées aux éléments suivants, dont certains constituent des mesures non conformes aux PCGR (se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR ») :

- les produits;
- le résultat d'exploitation ajusté;
- le montant net des entrées d'immobilisations corporelles;
- les paiements d'impôt en trésorerie;
- les flux de trésorerie disponibles;
- les paiements de dividendes;
- la croissance des nouveaux produits et services;
- la croissance prévue du nombre d'abonnés et des services auxquels ils s'abonnent;
- le coût d'acquisition et de fidélisation des abonnés et de déploiement de nouveaux services;
- les réductions de coûts et les gains en efficience continus;
- tous les autres énoncés qui ne relèvent pas de faits passés.

Nos conclusions, prévisions et projections sont fondées sur les facteurs suivants, notamment :

- les taux de croissance générale de l'économie et du secteur;
- les cours de change et les taux d'intérêt;
- les niveaux de tarification des produits et l'intensité de la concurrence;
- la croissance du nombre d'abonnés;
- les prix et les taux d'utilisation et d'attrition;
- l'évolution de la réglementation gouvernementale;
- le déploiement de la technologie;
- la disponibilité des appareils;
- le calendrier de lancement des nouveaux produits;
- le coût du contenu et du matériel;
- l'intégration des acquisitions;
- la structure et la stabilité du secteur.

À moins d'indication contraire, le présent rapport de gestion et les énoncés prospectifs de la Société ne tiennent pas compte de l'incidence éventuelle d'éléments non récurrents ou exceptionnels ni des cessions, monétisations, fusions, acquisitions, regroupements d'entreprises ou autres transactions qui pourraient être envisagés ou annoncés ou qui pourraient survenir après la date à laquelle les énoncés prospectifs sont formulés.

Risques et incertitudes

Les événements et résultats réels pourraient différer sensiblement de ceux exprimés explicitement ou implicitement dans les énoncés prospectifs en raison des risques, incertitudes et autres facteurs, dont bon nombre sont indépendants de notre volonté et qui comprennent, sans toutefois s'y limiter :

- la modification de la réglementation;
- l'évolution technologique;
- la conjoncture économique;
- les variations imprévues des coûts de matériel ou de contenu;
- l'évolution de la conjoncture dans les secteurs du divertissement, de l'information et des communications;
- l'intégration des acquisitions;
- les litiges et les questions fiscales;
- l'intensité de la concurrence;
- l'émergence de nouvelles occasions d'affaires;
- les nouvelles normes comptables et les nouvelles interprétations des organismes de normalisation comptable.

Ces facteurs peuvent également avoir une incidence sur nos objectifs, nos stratégies et nos intentions. Un grand nombre de ces facteurs sont indépendants de notre volonté ou de nos attentes ou connaissances actuelles. Par conséquent, si ces risques, incertitudes ou autres facteurs se concrétisaient, si les objectifs, stratégies ou intentions actuels de la Société changeaient ou si les autres facteurs ou hypothèses qui sous-tendent les énoncés prospectifs se révélaient incorrects, les résultats réels et nos plans pourraient différer considérablement des prévisions courantes.

Par conséquent, les investisseurs doivent faire preuve de prudence à l'égard des énoncés prospectifs et il serait déraisonnable de leur part de se fier indûment à ces énoncés en croyant qu'ils leur confèrent quelque droit établi que ce soit en ce qui concerne nos résultats ou plans futurs. La Société n'est nullement tenue (et rejette expressément une telle obligation) de mettre à jour ou de modifier les énoncés contenant des informations prospectives, les facteurs ou hypothèses sous-jacents à ces énoncés, que ce soit en raison de renseignements nouveaux, d'événements futurs ou autrement, sauf si la loi l'exige. Tous les énoncés prospectifs paraissant dans le présent rapport de gestion sont assujettis à cette mise en garde.

Avant de prendre une décision d'investissement

Avant de prendre toute décision d'investissement et pour une analyse détaillée des risques, des incertitudes et du contexte liés aux activités de la Société, il y a lieu de revoir attentivement les rubriques du présent rapport de gestion intitulées « Mise à jour sur les risques et les incertitudes » et « Évolution de la réglementation » ainsi que les rubriques du rapport de gestion annuel de 2016 intitulées « Réglementation de notre secteur » et « Gouvernance et gestion des risques », ainsi que les divers documents que nous avons déposés auprès des autorités de réglementation canadiennes et américaines, disponibles sur les sites Web sedar.com et sec.gov, respectivement. L'information obtenue sur le site Web de la Société ou liée à celui-ci ne fait pas partie du présent rapport de gestion et n'y est pas intégrée.

#